

REPUBLIQUE DE GUINEE

Travail - Justice - Solidarité



MINISTERE DU BUDGET
DIRECTION NATIONALE DU BUDGET

RAPPORT SUR L'EXECUTION DU BUDGET
DE L'ETAT A FIN SEPTEMBRE 2018

Novembre 2018



« La Guinée a l'énergie de l'émergence. Son avenir économique est incomparable parce que son économie est diversifiée : un potentiel hydroélectrique inédit sur le continent africain, une agro-industrie prometteuse et une population qui se caractérise par sa jeunesse.

Je tiens à remercier les investisseurs et bailleurs qui nous font confiance aujourd'hui : la Guinée leur garantie un développement qui profitera non seulement à toute la population guinéenne mais également à toute la grande région de l'Afrique de l'Ouest.»

Prof. Alpha Condé, Président de la République de Guinée

(extrait du discours prononcé à l'occasion de la Réunion du Groupe Consultatif sur le financement du PNDES à Paris, le 16 novembre 2017).

Résumé exécutif

Depuis 2012, la Guinée a adopté un nouveau cadre de gestion des finances publiques qui promeut la performance et la transparence dans la gestion publique. A cet effet, un compte-rendu de l'exécution budgétaire doit être présenté chaque trimestre à l'Assemblée nationale et mis à la disposition du public. Cette pratique vertueuse est désormais d'usage dans les relations entre le Gouvernement, l'Assemblée nationale et le public.

Le présent rapport participe à la promotion de cette transparence, en vue d'enrichir le débat sur la gouvernance publique. Il retrace l'exécution de l'autorisation parlementaire et l'application de la Loi de finances des neuf (9) premiers mois de l'année 2018.

En application de l'article 19 du Décret D/2013/015/PRG/SGG du 15 janvier 2013 portant Règlement général de gestion budgétaire et de comptabilité publique, le Ministre du Budget a signé l'arrêté n°2018/5177/MB/SGG du 12 juillet 2018 portant plan d'engagement budgétaire du troisième trimestre 2018 afin de réguler l'exécution des dépenses publiques en fonction des possibilités de trésorerie avec une annexe présentant le plan d'engagement annuel séquencé par trimestre, révisable en fonction des données de l'exécution budgétaire.

Il convient de relever que ce trimestre est marqué par une révision de la loi de finances initiale. En effet, la loi L/2018/047/AN portant loi de finances rectificative pour l'année 2018 a été promulguée le 03 septembre 2018 par le Président de la République. Elle impacte conséquemment les résultats de l'exécution budgétaire du troisième trimestre.

Globalement, l'exécution budgétaire à fin septembre 2018, base paiement, présente une tendance favorable en recettes et en dépenses. En effet, sur un objectif cumulé de 12 404, 37 Mds, les recettes ont été mobilisées à hauteur de 12 545, 57 Mds, soit 101,14 % (voir tableau n°4).

Cette réalisation concerne les recettes fiscales pour 10 354, 55 Mds (97,64%), les dons, legs et fond de concours pour 1 559,37Mds (96,34%) et les autres recettes pour 631,65 Mds (349,77%). Comparées à l'objectif annuel de 16 627, 23 Mds, les recettes ont atteint 75,45%.

Quant aux dépenses y compris FINEX, l'exécution se chiffre à 9 351,14 Mds. Comparées à l'objectif annuel de 19 190,55 Mds, les dépenses sont exécutées à hauteur de 48,73%.

Les dépenses hors financement extérieur se chiffrent à 7 197,54 Mds contre une prévision du plan d'engagement à fin septembre de 10 963,61 Mds soit 65,65%.

Les dépenses d'investissement sur ressources extérieures se situent à 2 145,04 Mds.

Le solde de base à fin septembre 2018 s'est établi à 998,90 Mds contre un repère du programme économique de 1 386,70 Mds. Ce trimestre a été caractérisé par une accélération des engagements de dépenses pour compenser le resserrement de la politique budgétaire appliqué au cours du premier semestre. Ce resserrement était justifié par la nécessité de résorber le dérapage budgétaire de fin 2017 en vue de s'aligner aux objectifs quantitatifs à fin juin 2018. Ces objectifs ont été globalement atteints. Ainsi, après avoir libéré les crédits budgétaires pour 2018 au cours du 3^{ème} trimestre, un effort sera fait au 4^{ème} trimestre pour rester dans les critères du programme à fin décembre 2018.

TABLE DES MATIERES	
RESUME EXECUTIF	3
SIGLES ET ABREVIATIONS	5
LISTE DES TABLEAUX	6
LISTE DES GRAPHIQUES	7
INTRODUCTION	8
CONTEXTE ECONOMIQUE ET BUDGETAIRE	9
I-SITUATION DE MOBILISATION DES RECETTES BUDGETAIRES	13
I.1-RAPPEL DES DISPOSITIONS FISCALES DE LA LFR 2018	13
I.2-ANALYSE DE L'EXECUTION GLOBALE DES RECETTES	13
I.2-1 ANALYSE DE L'EXECUTION PAR NATURE DE RECETTES	14
I.2-2 ANALYSE DE LA REALISATION DES RECETTES PAR REGIE	16
I-3 : SITUATION DES RESTES A RECOUVRER	20
II- SITUATION D'EXECUTION DES DEPENSES BUDGETAIRES	21
II -1 SITUATION DES MOUVEMENTS DE CREDITS	21
II-2 ANALYSE GLOBALE DES DEPENSES	23
II -2-1 ANALYSE DES DEPENSES PAR TITRE	24
DEPENSES COURANTES	24
II-2-2 SITUATION DES INSTANCES DE PAIEMENT AU 30 SEPTEMBRE2018	27
III-SOLDE BUDGETAIRE	28
IV-OPERATIONS DE FINANCEMENT	28
IV-1. SITUATION DES RESSOURCES DE FINANCEMENT	28
IV-2. SITUATION DES CHARGES DE FINANCEMENT	28
V-CONCLUSION	30
ANNEXES	31

Sigles et abréviations

AEP	Assainissement et eau potable
ACCT	Agence comptable centrale du Trésor
CBG	Compagnie des Bauxites de Guinée
C2D	Contrat de Desendettement et de Developpement
CEDEAO	Communauté économique des Etats de l’Afrique de l’Ouest
CFU	Contribution foncière unique
CNT	Conseil national de la transition
DeMPA	Debt management performance assessment
DGD	Direction générale des douanes
DNB	Direction nationale du budget
DNI	Direction nationale des impôts
DNTCP	Direction nationale du Trésor et de la comptabilité publique
DSRP	Document de stratégie de réduction de la pauvreté
ERAM	Ecole régionale des arts et métiers
FINEX	Financement extérieur
FMI	Fonds monétaire international
GNF	Franc guinéen
IMF	Impôt minimum forfaitaire
LFI	Loi de finances initiale
LFR	Loi de finances rectificative
LORF	Loi organique relative aux lois de finances
MB	Ministère du budget
PACV	Programme d’appui aux communautés villageoises
PGT	Paierie générale du Trésor
PME	Petites et moyennes entreprises
PNAFA	Projet national d’appui aux filières agricoles
PIB	Produit intérieur brut
PIMA	Public investment management assessment (<i>Evaluation de la gestion des investissements publics</i>)
PNDES	Programme national de développement économique et social
PRSE	Programme de renforcement du secteur de l’énergie
RGGBCP	Règlement général sur la gestion budgétaire et la comptabilité publique
SGG	Secrétariat général du Gouvernement
TCA	Taxe sur le chiffre d’affaires
TCT	Taxe de consommation téléphonique
TDB	Tableau de bord
TEC	Tarif extérieur commun
TVA	Taxe sur la valeur ajoutée

Liste des tableaux

Tableau 1: Exécution par grandes masses comparées à la loi de finances rectificative 2018	8
Tableau 2 : Exécution des dépenses d'investissements par piliers du PNDES à fin septembre 2018 (en milliards de GNF)	10
Tableau 3 : Exécution par grandes fonctions base engagement à fin septembre 2018 (en milliards de GNF)	12
Tableau 4 : Exécution globale des recettes à fin septembre 2018 en milliards de GNF.....	13
Tableau 5: Exécution des recettes fiscales par catégorie à fin septembre 2018 (en milliards de GNF)	14
Tableau 6 : Exécution des Autres recettes à fin septembre 2018 en milliards de GNF.....	15
Tableau 7 : Exécution des recettes collectées par la DNI à fin septembre 2018 en milliards de GNF.....	17
Tableau 8 : Exécution des recettes collectées par la DGD à fin septembre 2018 en milliards de GNF	18
Tableau 9 : Exécution des recettes collectées par la DNTCP à fin septembre 2018 en milliards de GNF.....	19
Tableau 10 : Situation des restes à recouvrer à fin septembre 2018 en milliards de GNF	20
Tableau 11 : Situation des mouvements de crédits à fin septembre 2018 (en milliards de GNF).....	22
Tableau 12 : Exécution globale/grandes natures et phases d'exécution de la dépense publique hors FINEX	24
Tableau 13 : Exécution des projets FINEX en milliards de GNF à fin septembre 2018	26
Tableau 14 : Situation des instances de paiements au 30 septembre	27
Tableau 15 : la situation des ressources et des charges de financement	28
Tableau 16 : Exécution globale/phase de la dépense et par administration à fin septembre 2018 en milliards de GNF	32
Tableau 17 : Exécution globale des dépenses/ administration et grandes natures (base engagement) à fin septembre 2018 en milliards de GNF	35
Tableau 18 : Exécution Globale des Dépenses/ Administration et Grandes natures (base paiement) à fin juin 2018 en de milliards de GNF	38
Tableau 19 : Etat d'exécution des Subventions et Transferts (hors collectivités locales) en milliards de GNF	41
Tableau 20 : Etat d'exécution des Subventions et Transferts (hors collectivités locales) en milliards de GNF	43
Tableau 21 : Ventilation du budget 2018 en fonction des piliers du PNDES à fin sept 2018 (en milliards de GNF)	45
Tableau 22 : Situation Résumée des Opérations Budgétaires de l'Etat en milliards de GNF.....	46

Liste des graphiques

Graphique 1 : Analyse de l'exécution globale des recettes	14
Graphique 2 : Exécution des recettes par régions	16
Graphique 3: Analyse globale des dépenses	24
Graphique 4 : Exécution des dépenses par titre base engagement Graphique 5 : Exécution des dépenses par titre base paiement.....	27

Introduction

Dans le cadre de la promotion de la transparence budgétaire, le nouveau cadre de gestion des finances publiques adopté en 2012 prévoit en ses dispositions pertinentes, notamment l'article 77 de la Loi organique L/2012/n°012/CNT du 6 août 2012 relative aux lois de finances et l'article 17 du décret D/2014/222/PRG/SGG du 31 octobre 2014 portant Cadre de gouvernance des finances publiques, l'élaboration des rapports trimestriels sur l'exécution du budget destinés à l'Assemblée Nationale et mis à la disposition du public. Ces rapports restituent la manière dont l'autorisation parlementaire est exécutée tant en matière de recettes que de dépenses et font apparaître notamment le rythme des rentrées de recettes fiscales et autres recettes, ainsi que celui de consommation des crédits et des opérations de financement.

A cet effet, le ministère du budget s'est résolu, conformément à ses attributions, d'inscrire cette pratique dans son programme d'activités, afin de permettre au Gouvernement de suivre l'exécution de la politique budgétaire en cours d'année ; et à l'Assemblée Nationale d'en être pleinement informée. Ce qui permet de nourrir le débat sur la gouvernance publique, le bon emploi des fonds publics et de prendre des mesures correctives en cours d'année ou pour les budgets ultérieurs.

Rappel des principaux objectifs de la politique budgétaire

Dans la loi de finances rectificative 2018, le Gouvernement a révisé les objectifs de la politique budgétaire qui continueront de s'appuyer sur (i) le maintien du déficit budgétaire et de l'endettement à un niveau raisonnable en pourcentage du PIB, (ii) la recherche active de financements extérieurs sous forme de dons et de prêts concessionnels, (iii) la consolidation et l'approfondissement des efforts pour une mobilisation accrue des ressources internes, (iv) une meilleure allocation des ressources en privilégiant les services sociaux de base et les projets d'investissements aptes à impulser la croissance, (v) le renforcement de la déconcentration budgétaire et (vi) la poursuite de la mise en œuvre du plan de réformes des finances publiques.

Le cadrage macroéconomique ayant servi à l'élaboration de la loi de finances rectificative 2018 est basé sur une projection de taux de croissance du PIB de 5,8%. Le Gouvernement projette un taux de pression fiscale de 13,36% contre 15,77% en loi de finances initiale, un taux d'inflation (en moyenne annuelle) de 8% ainsi que des réserves de la BCRG à un niveau adéquat de trois mois d'importations.

Tableau 1: Exécution par grandes masses comparées à la loi de finances rectificative 2018

Grandes masses	LFR 2018	Objectifs à fin septembre 2018	Exécution à fin septembre 2018	Taux
Recettes intérieures	15 280,20	10 785,70	10 986,20	101,86%
Dépenses courantes	12 167,79	8 708,35	6 847,28	78,63%
Dépenses d'investissement	7 022,70	2 255,26	2 495,30	110,64%
Solde de base dons exclus	-3 910,29	-177,91	-1 643,62	923,85%
Solde de base dons exclus en % du PIB	-3,56%	-0,16%	-1,50%	

Contexte économique et budgétaire

Au cours du troisième trimestre 2018, l'exécution du budget intervient dans un contexte caractérisé par les principaux éléments suivants :

- ❖ l'approbation en juin 2018 par le Conseil d'administration du Fonds monétaire international de la première revue du programme économique et financier soutenu par la Facilité élargie de crédit pour la période 2017 – 2020.
- ❖ les mouvements de grève dans le secteur de l'éducation ;
- ❖ l'augmentation du prix des produits pétroliers à la pompe de 25 pourcent le 1^{er} juillet 2018, ce qui permettra de réduire les pertes sur les recettes douanières de 404 milliards de GNF (0,38% du PIB) sur 2018 ;
- ❖ les perturbations de l'activité économique consécutives aux mouvements sociaux et politiques ;
- ❖ l'adoption en septembre de la loi de finances rectificative 2018.

La loi de finances rectificative prend en compte, notamment :

- ❖ l'augmentation de salaires des agents de la fonction publique de 20%, consécutive à la mise en application du protocole d'accord signé en mars 2018 entre le syndicat libre des enseignants et chercheurs de guinée (SLECG) et le gouvernement dont l'impact est évalué à 326 milliards de GNF (0,3% du PIB) ;
- ❖ l'accroissement du budget du Ministère de la Santé à hauteur de 7% du budget total, suite à la convention entre la Guinée et l'Union Européenne dans le cadre du programme d'appui au secteur de la santé (PASA1) ;
- ❖ la volonté du gouvernement de prendre en charge par l'effort national le financement des projets et programmes du PNDES ;
- ❖ la prise en compte des effets de la réévaluation des comptes nationaux sur les indicateurs macroéconomiques (le produit intérieur brut, la pression fiscale...);
- ❖ la prise en compte de l'impact budgétaire du nouveau cadre de la structure du Gouvernement et de la lettre de politique générale présentée par Monsieur le Premier Ministre.

Déclinaison du budget en piliers du Programme National de Développement Economique et Social (PNDES)

A fin septembre 2018, l'exécution du budget en fonction des piliers du PNDES, sur la base des engagements, se situe en moyenne à 49,95% et se présente ainsi qu'il suit :

- Pilier I : Promotion d'une bonne gouvernance au service du développement durable.....9,45%
- Pilier II : Transformation économique durable et inclusive.....78,20%
- Pilier III : Développement inclusif du capital humain.... 86,10%
- Pilier IV : Gestion durable du capital naturel.....26,05%

Comparé au troisième trimestre 2017, le rythme d'exécution base engagement du PNDES a connu une hausse, passant globalement de 34,43% à 49,95% en 2018.

Il convient également de préciser que les paiements hors finex réalisés au 30 septembre 2018 par rapport aux engagements représentent 32,93% (voir tableau 2).

L'exécution des dépenses d'investissement du PNDES (base paiement) à fin septembre 2018 se situe à 2 495,49 Mds contre une prévision du plan d'engagement de 3 585,30 Mds ; soit un taux d'exécution de 69,60%. Cette exécution du PNDES concerne les dépenses sur ressources intérieures pour 350,45 Mds et celles sur les ressources extérieures pour 2 145,04 Mds qui ont essentiellement servi à financer les investissements des piliers 1 et 2.

Tableau 2 : Exécution des dépenses d'investissements par piliers du PNDES à fin septembre 2018 (en milliards de GNF)

Tableau 2: Exécution des dépenses d'investissements par piliers du PNDES à fin septembre 2018 (en milliards de GNF)

Libelles	LFR (1)	Prévision T1+T2+T3	Engagements		Liquidations		Ordonnements		Paiements		
			Mont	Taux	Mont	Taux	Mont	Taux	Mont	Taux	
Promotion d'une bonne gouvernance au service du développement durable	<i>Total I</i>	941,27	2 544,98	240,55	9,45%	115,85	4,55%	127,62	5,01%	2 092,13	82,21%
	Dépenses D'investiss ement	718,47	662,29	240,55	36,32%	115,85	17,49%	127,62	19,27%	125,47	18,95%
	FINEX	222,80	1 882,69 ¹	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	1 966,65	104,46%
Transformation économique durable et inclusive	<i>Total II</i>	4 556,50	788,25	616,42	78,20%	465,38	59,04%	465,38	59,04%	312,41	39,63%
	Dépenses D'investiss ement	1 187,75	668,23	616,42	92,25%	465,38	69,64%	465,38	69,64%	134,03	20,06%
	FINEX	3 368,75	120,02	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	178,39	148,63%
Développement t inclusif du capital humain	<i>Total III</i>	1 332,84	233,87	201,36	86,10%	169,91	72,65%	167,80	71,75%	90,95	38,89%
	Dépenses D'investiss ement	635,73	233,87	201,36	86,10%	169,91	72,65%	167,80	71,75%	90,95	38,89%
	FINEX	697,11	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Gestion durable du capital naturel	<i>Total IV</i>	66,34	18,19	4,74	26,05%	2,32	12,73%	2,32	12,73%	-	0,00%
	Dépenses D'investiss ement	2,00	18,19	4,74	26,05%	2,32	12,73%	2,32	12,73%	-	0,00%
	FINEX	64,34	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total général	6 896,95	3 585,30	1 063,07	49,95%	753,46	21,02%	763,12	21,28%	2 495,49	69,60%	

Sources : DNB/DNSI

¹ Le niveau élevé de l'exécution du FINEX par rapport à la prévision du plan d'engagement est expliqué au paragraphe consacré à l'exécution des investissements publics.

L'exécution à fin septembre 2018 dans les dix fonctions de l'administration

L'examen du tableau ci-dessous montre que pour atteindre ses objectifs socioéconomiques, le Gouvernement continue à axer ses efforts sur les fonctions Services généraux des administrations publiques, Affaires économiques, Enseignement, Défense, Santé, Protection sociale et Ordre et sécurité publics qui absorbent 90,10% du montant exécuté au cours de la période.

- Les Services généraux des administrations publiques ont connu une exécution de 3 996,33 Mds soit 20,83% par rapport à la LFR et 42,74% du total des dépenses. Cette part traduit la volonté du gouvernement dans la mise en œuvre des réformes et la coordination de l'action publique ;
- La part des dépenses consacrées à la fonction Affaires économiques s'élèvent à 1 097,21 Mds soit 11,73% avec un taux d'exécution de 5,72% par rapport à la LFR; ce qui explique l'effort du gouvernement dans l'amélioration des services sociaux de base et des projets d'investissement aptes à impulser la croissance. Il s'agit notamment des investissements prévus dans le domaine du développement rural (agriculture, pêche et chasse,..) et celui des infrastructures (combustibles, énergie et transport,...).
- Les dépenses exécutées en support à la fonction Enseignement représentent 1 474,30 Mds, soit 15,76% du total des dépenses. Par rapport à la LFR 2018, l'exécution est de 7,68%. Elles couvrent essentiellement les augmentations de salaires des enseignants et les dépenses liées à l'organisation des examens nationaux de fin d'année scolaire.
- L'exécution de la fonction Défense s'est située à hauteur de 1 290,66 Mds soit 6,73 % par rapport à la LFR et représente 13,80% du total des dépenses. Elle couvre les dépenses récurrentes de fonctionnement de l'armée, les actions de réformes du secteur de la défense et les dépenses de sécurisation des frontières.
- La fonction Ordre et sécurité publics a connu une exécution de 955,61 Mds 10,21% du total des dépenses et 4,98% par rapport à la LFR.
- La fonction Santé a été exécutée à hauteur de 246,34 Mds soit 1,28% par rapport à la LFR et 2,63% par rapport à l'ensemble de dépenses.
- Quant à la part de la fonction Protection Sociale, elle s'est établie à 19,16 Mds soit 0,20% par rapport au total des dépenses et 0,10% par rapport à la LFR.

le tableau 3 ci-dessous présente l'exécution des dépenses par grandes fonctions.

Tableau 3 : Exécution par grandes fonctions base engagement à fin septembre 2018 (en milliards de GNF)

LIBELLES	LFR 2018	Plan d'Engagement T1+T2+T3	Charges financières de la dette	Dépenses de personnel	Dépenses de biens et services	Dépenses de transfert	Dépenses d'investissement	Finex	Total	Part	Taux d'exécution +total/LFR
Services Généraux des Administrations Publiques	5 732,91	4 104,89	896,89	457,33	1026,58	310,78	138,26	1418,2661	4248,10	35,72%	20,83%
Défense	1 774,45	1 351,72	0,00	1034,87	143,42	194,70	52,94	0	1425,93	11,99%	6,73%
Ordre et Sécurité publique	505,63	369,33	0,00	244,26	37,25	18,60	14,92	628,6431	943,67	7,93%	4,98%
Affaire Economique	1 947,16	1 593,76	0,00	303,33	61,29	841,75	459,23	98,1266	1763,73	14,83%	5,72%
Protection de l'Environnement	1 022,91	688,90	0,00	65,25	9,87	21,51	4,94	0	101,58	0,85%	0,94%
Logement et Equipement Collectif	63,03	68,16	0,00	23,64	7,29	5,30	90,40	0	126,63	1,06%	0,12%
SANTE	1 045,41	589,24	0,00	200,80	334,93	27,23	102,93	0	665,89	5,60%	1,28%
Loisirs, Culture et Culte	2 683,79	1 406,53	0,00	31,09	78,65	61,54	111,33	0	282,62	2,38%	0,36%
Enseignement	0,00	721,76	0,00	1155,31	73,25	369,80	85,92	0	1684,28	14,16%	7,68%
Protection Sociale	75,38	68,42	0,00	13,65	15,43	618,65	3,42	0	651,15	5,47%	0,10%
Total général	14 850,67	10 962,72	896,89	3 529,53	1 787,97	2 469,87	1 064,28	2 145,04	11 893,58	100%	48,73%

Sources : DNB/DNSI

Le compte rendu de l'exécution budgétaire au 30 septembre 2018 s'articule autour des points ci-après :

- I. Situation de mobilisation des recettes budgétaires
- II. Situation d'exécution des dépenses budgétaires
- III. Solde budgétaire
- IV. Conclusion.

I-SITUATION DE MOBILISATION DES RECETTES BUDGETAIRES

I.1-Rappel des dispositions fiscales de la LFR 2018

En plus des dispositions fiscales de la loi de finances 2018, la LFR a fixé le principe, les modalités et les règles relatifs à l'ouverture de sous-compte du compte unique du trésor dans les banques commerciales et autres opérateurs de technologies de paiement pour l'encaissement des recettes fiscales et non fiscales instituées par l'article 18 de la LORF et a autorisé le ministre en charge du budget à recourir par voie de contrat aux meilleures conditions aux services des banques commerciales installées en République de Guinée.

Pour rappel, les dispositions fiscales contenues dans la LFI 2018, à mettre en œuvre se présentent comme suit :

- La modification de l'article 63 du code général des impôts relative à la retenue sur le revenu mensuel (article 8 LFI) ;
- La modification de l'article 229 du code général des impôts relative aux taux de l'impôt sur les sociétés (article 9 LFI) ;
- La modification des articles 244- 246, 248-250 du code général des impôts relative à l'impôt minimum forfaitaire (article 11 LFI) ;
- Disposition des articles 261, 262 et 264 du code général des impôts relative à la fiscalité immobilière (article 12 LFI) ;
- Dispositions de l'article 337 du code général des impôts relatives à la répartition du produit de la TUV (article 13 LFI) ;
- Dispositions de l'article 362 du code général des impôts relatives à la détaxation du gaz domestique (article 14).

I.2-Analyse de l'exécution globale des recettes

L'exécution globale des recettes du budget de l'Etat au 30 septembre 2018 se chiffre à 12 545,57 Mds contre une prévision de 12 404,37 Mds, soit un taux d'exécution de 101,14%. Les recettes ainsi mobilisées se répartissent en recettes fiscales pour 10 354,55 Mds (82,54%), dons, legs et fonds de concours pour 1 559,37 Mds (12,43%) et autres recettes pour 631,65 Mds (5,03%).

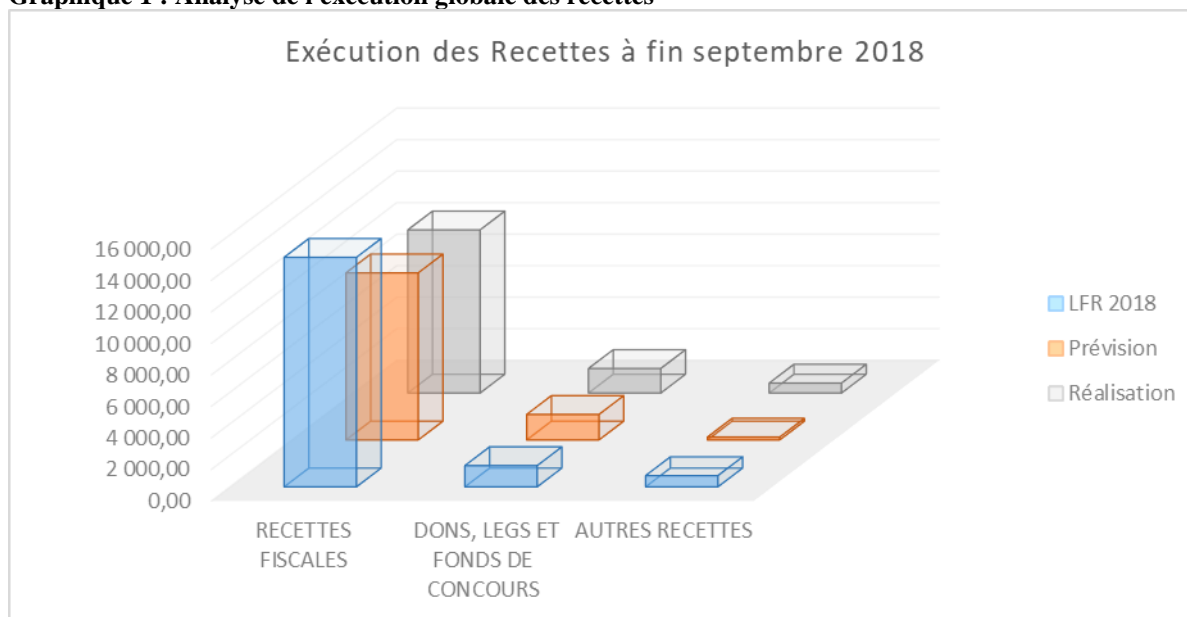
Sur la base des prises en charge comptables, le niveau global d'exécution des recettes se chiffre à 11 029,50 Mds.

Tableau 4 : Exécution globale des recettes à fin septembre 2018 en milliards de GNF

Libellés	LFR 2018	Situation à fin septembre 2018			
		Prévision	Réalisation	Taux	Part
1 RECETTES FISCALES	14 567,90	10 605,11	10 354,55	97,64%	82,54%
2 DONNS, LEGS ET FONDS DE CONCOURS	1 347,00	1 618,67	1 559,37	96,34%	12,43%
3 AUTRES RECETTES	712,32	180,59	631,65	349,77%	5,03%
Total général	16 627,23	12 404,37	12 545,57	101,14%	100,00%

Sources :REGIES /DNB

Graphique 1 : Analyse de l'exécution globale des recettes



I.2-1 Analyse de l'exécution par nature de recettes

1.1 Recettes fiscales

Sur une prévision à fin septembre de 10 605, 11 Mds, les recettes fiscales ont été mobilisées à hauteur de 10 354,55 Mds soit un taux d'exécution de 97,64%. Ces recettes représentent 82,54% du total des recettes.

Cette mobilisation résulte essentiellement des efforts enregistrés au niveau des impôts sur les biens et services pour 5 372,12 Mds (51,88%), les impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales pour 2 389,08 Mds (23,07%) et les impôts sur les revenus, les bénéfices et gains en capital pour 2 387,73 Mds (23,06%).

Le tableau ci-dessous indique les niveaux et taux d'exécution des recettes fiscales par catégorie.

Tableau 5: Exécution des recettes fiscales par catégorie à fin septembre 2018 (en milliards de GNF)

Libellés	LFR 2018	Situation à fin septembre 2018			
		Prévisions	Réalisations	Taux	Part
11 IMPÔTS SUR LES REVENUS, LES BÉNÉFICES ET GAINS EN CAPITAL	3 246,57	2 394,16	2 387,73	99,73%	23,06%
12 IMPÔTS SUR LES SALAIRES ET LA MAIN D'ŒUVRE	249,95	155,83	165,76	106,37%	1,60%
13 IMPÔTS SUR LE PATRIMOINE	32,97	43,20	39,87	92,29%	0,39%
14 IMPÔTS SUR LES BIENS ET SERVICES	8 194,49	5 781,11	5 372,12	92,93%	51,88%
15 IMPÔTS SUR LE COMMERCE EXTÉRIEUR ET LES TRANSACTIONS INTERNATIONALES	2 802,24	2 164,74	2 389,08	110,36%	23,07%
16 AUTRES RECETTES FISCALES	41,69	66,08	0,00	0,00%	0,00%
TOTAL RECETTES FISCALES	14 567,90	10 605,11	10 354,55	97,64%	100,00%

Sources : REGIES/DNB

1.2 Dons, Legs et Fonds de concours

Sur une prévision à fin septembre de 1 618,67 Mds en dons, il a été réalisé un montant de 1 559,35 Mds soit 96,33% sur la base des informations disponibles. Cette réalisation concerne les dons projets pour 1 449,39 Mds et 109,96 Mds en appuis budgétaires de l'Agence Française de Développement au compte du Contrat de désendettement et de Développement (C2D).

1.3 Autres recettes

Les autres recettes ont été réalisées à hauteur de 631,65 Mds sur une prévision au 30 septembre 2018 de 180,59 Mds, soit un taux d'exécution de 349,77%. Ce niveau de réalisation porte sur les recettes diverses pour 477,15 Mds, soit 75,54%, les revenus de la propriété pour 91,04 Mds (14,41%), les ventes de biens et services pour 58,02 Mds (9,19%) et les amendes, pénalités et confiscations pour 5,45 Mds (0,86%).

La performance réalisée s'explique essentiellement par les recettes diverses dont le niveau d'exécution est de 885,91%. Ce taux est dû au versement exceptionnel de 300 Mds de l'Agence de régulation des postes et télécommunications (ARPT) au cours du premier trimestre.

Le tableau ci-dessous présente les autres recettes par catégorie et taux d'exécution.

Tableau 6 : Exécution des Autres recettes à fin septembre 2018 en milliards de GNF

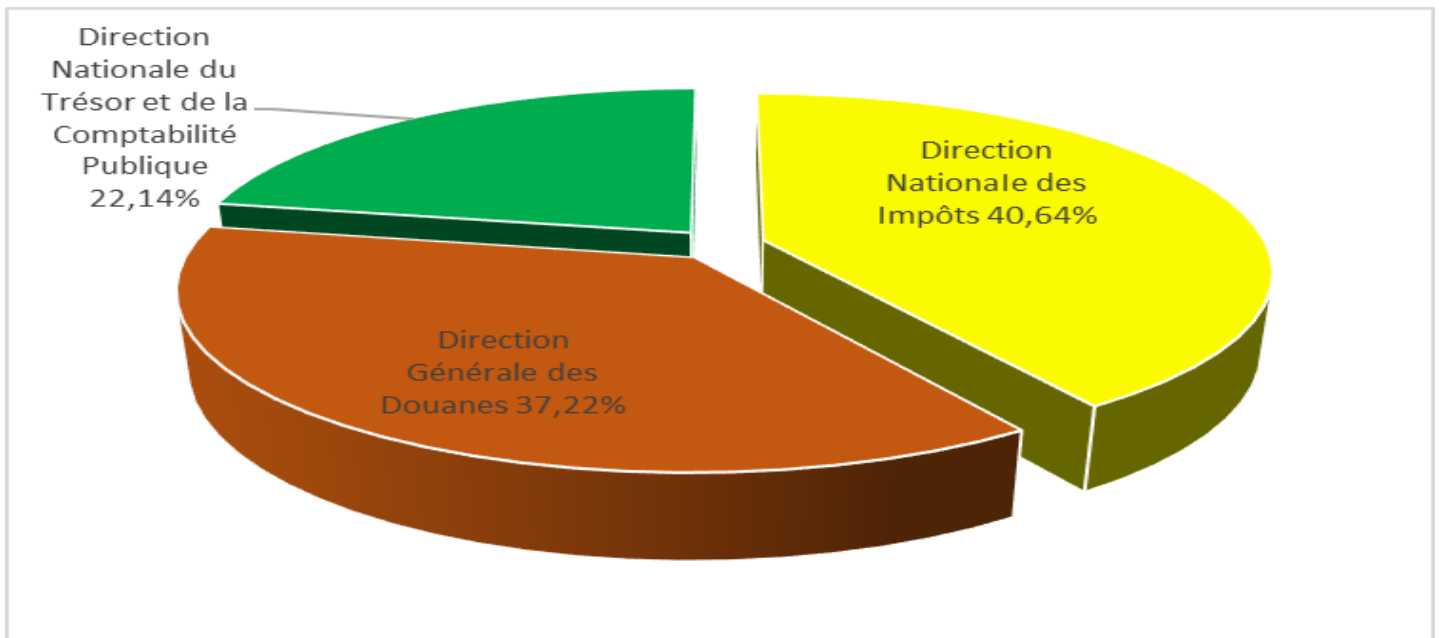
Libellés	LFR 2018	Situation à fin septembre 2018			
		Prévisions	Réalisations	Taux	Part
3 AUTRES RECETTES	712,32	180,59	631,65	349,77%	100,00%
31 REVENU DE LA PROPRIETE	93,73	0,00	91,04		14,41%
312 Dividendes	93,73	0,00	91,04		14,41%
32 VENTE DE BIENS ET SERVICES	181,69	0,00	58,02	#DIV/0!	9,19%
321 Ventes des établissements marchands	31,40	24,08	9,78	40,63%	1,55%
322 Droits et frais administratifs	148,89	97,13	48,24	49,66%	7,64%
323 Ventes résiduelles des établissements non marchands	1,40	0,00	0,00		0,00%
33 AMENDES, PENALITES ET CONFISCATIONS	8,64	5,52	5,45	98,68%	0,86%
331 Amendes, Pénalités et Confiscations	8,64	5,52	5,45	98,68%	0,86%
35 RECETTES DIVERSES	0,00	0,00	0,00	#DIV/0!	0,00%
351 Recettes diverses	428,26	53,86	477,15	885,91%	75,54%
Total général	712,32	180,59	631,65	349,77%	100,00%

Sources : TDB/DNB

I.2-2 Analyse de la réalisation des recettes par région

Sur un objectif au 30 septembre de 12 404,37 Mds, il a été mobilisé par les régions financières un montant de 12 545,57 Mds, soit un taux d'exécution de 101,14%.

Graphique 2 : Exécution des recettes par régions



Cette réalisation provient de la Direction Nationale des Impôts pour 5 098,64 Mds (40,64%), de la Direction Générale des Douanes pour 4 669,48 Mds (37,22%) et de la Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique pour 2 777,47 Mds (22,14%).

– Direction Nationale des Impôts (DNI)

Au 30 septembre 2018, la Direction Nationale des Impôts a réalisé un montant de 5 098,64 Mds sur un objectif de 5 643,86 Mds, soit 90,34%.

La part de chaque nature de recettes dans cette mobilisation est par ordre d'importance de 64,25% pour les impôts sur les biens et services avec un taux d'exécution de 51,83% ; 29,69% pour les impôts sur les revenus, les bénéfices et gains en capital avec un taux d'exécution de 174,49% ; 4,35% pour les impôts sur les salaires et la main d'œuvre avec un taux d'exécution de 184,49% ; 1,02% pour les impôts sur le patrimoine avec un taux d'exécution de 116,03% ; 0,7% pour les autres recettes fiscales avec un taux d'exécution de 74,74%

La contre-performance de la DNI est essentiellement due à la faible mobilisation des impôts sur les biens et services et dans une moindre mesure sur les autres recettes fiscales suite au ralentissement de l'activité économique consécutif aux mouvements de grève et aux manifestations politiques qui ont émaillé le troisième trimestre.

Le tableau ci-dessous présente les recettes mobilisées par la DNI.

Tableau 7 : Exécution des recettes collectées par la DNI à fin septembre 2018 en milliards de GNF

Libellés	LFR 2018	Situation à fin septembre 2018			
		Prévision	Réalisation	Taux	Part
1 RECETTES FISCALES	6 704,12	5 643,86	5 098,64	90,34%	100,00%
11 IMPÔTS SUR LES REVENUS, LES BÉNÉFICES ET GAINS EN CAPITAL	3 309,47	1 636,98	2 856,36	174,49%	29,69%
111 Impôts sur les revenus des personnes physiques	939,57	437,57	729,71	166,76%	15,53%
112 Impôts sur les bénéfices des Sociétés et autres entreprises	1 727,89	1 199,41	1 666,50	138,94%	14,16%
113 Impôts non ventilables	642,00	0,00	460,16	#DIV/0!	114,16%
12 IMPÔTS SUR LES SALAIRES ET LA MAIN D'ŒUVRE	249,73	103,27	190,52	184,49%	4,35%
121 Impôts sur les salaires et la main d'œuvre	249,73	103,27	190,52	184,49%	4,35%
13 IMPÔTS SUR LE PATRIMOINE	70,11	28,63	33,22	116,03%	1,02%
131 Impôts sur la propriété immobilière	44,27	12,99	12,76	98,26%	0,22%
132 Impôts sur les mutations d'immeubles, de meubles, de jouissance, d'autres documents et actes	25,84	15,64	20,45	130,80%	0,79%
14 IMPÔTS SUR LES BIENS ET SERVICES	3 029,82	3 831,19	1 985,81	51,83%	64,25%
141 Impôts généraux sur les biens et services	1 636,43	2 546,75	994,34	39,04%	37,18%
142 Les accises	21,42	43,12	17,19	39,86%	0,50%
143 Impôts sur les services déterminés	281,97	209,97	397,58	189,35%	3,81%
144 Taxes sur l'utilisation ou l'autorisation d'utiliser des biens ou d'exercer des activités	1 090,00	1 031,35	576,70	55,92%	22,76%
16 AUTRES RECETTES FISCALES	45,00	43,79	32,73	74,74%	0,70%
161 Autres recettes fiscales à la charge exclusive des entreprises	0,00	43,79	32,73	74,74%	0,70%

Source : DNI/DNB

– Direction Générale des Douanes (DGD)

Les recettes mobilisées par la Direction Générale des Douanes à fin septembre 2018 se chiffrent à 4 669,48 Mds sur une prévision de 4 652,94 Mds; soit un taux d'exécution de 100,36%. Ce niveau de mobilisation des recettes douanières porte sur les impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales pour 2 386,67 Mds et les impôts sur biens et services pour 2 281,12 Mds. Les recettes des accises représentent une part marginale de 103,07 Mds (2,2%)

Au niveau des impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales qui représentent 51,11% de l'ensemble des recettes mobilisées par la DGD, la mobilisation enregistrée porte essentiellement sur les droits de douanes et autres droits à l'importation pour 1 686,25 Mds, soit un taux d'exécution de 103,64% et les taxes à l'exportation pour 700,42 Mds, soit un taux d'exécution de 95,91%.

En ce qui concerne les impôts sur biens et services qui occupent 48,85% des recettes réalisées par la DGD, les impôts généraux sur les biens et services ont atteint 2 178,05 Mds, soit un taux d'exécution de 99,68% et les accises se sont élevées à 103,07 Mds, soit un taux d'exécution de 96,23%.

Cette performance globale réalisée par la DGD peut être expliquée par la combinaison de plusieurs facteurs dont entre autres :

- L'augmentation du volume des importations taxables. A fin septembre 2018, le volume des importations taxables est de 2 761,52 milliards ;
- L'application du tarif extérieur commun (TEC) avec la taxe d'ajustement à l'importation (TAI) a eu un impact réel sur les recettes et l'activité économique ;
- Les effets positifs des réformes sur les recettes.

Cependant, le soutien à la politique pétrolière (subvention) se chiffre à 668,49 Mds à fin septembre 2018.

Il convient de préciser que l'analyse des recettes collectées par la DGD n'intègre pas les redevances d'entretien routier (RER) et les recouvrements sur exercices clos qui se chiffrent respectivement à 203,60 Mds et 184,30 Mds. En effet, la RER est perçue pour compte du Fonds d'entretien routier et les recouvrements sur exercices clos sont désormais saisies comme opération de trésorerie en application de la nouvelle nomenclature budgétaire.

Les différences entre les chiffres communiqués par la Direction Générale des Douanes et ceux de ce rapport résultent de l'effet de la nouvelle nomenclature budgétaire qui s'est traduit par le reclassement de certaines lignes de recettes.

Le tableau ci-dessous présente les catégories de recettes mobilisées par la DGD.

Tableau 8 : Exécution des recettes collectées par la DGD à fin septembre 2018 en milliards de GNF

Libellés	IFR 2018	prévision	Réalisation	Taux	Part
14 IMPÔTS SUR LES BIENS ET SERVICES	3 117,88	2 294,30	2 281,12	99,43%	48,85%
141 Impôts généraux sur les biens et services	2 923,11	2 187,18	2 178,05	99,58%	46,64%
14110 Taxes sur la valeur ajoutée (TVA)	2 923,11	2 187,18	2 178,05	99,58%	46,64%
1411002 TVA à l'importation	2 672,73	1 999,40	2 002,30	100,14%	42,88%
1411003 TVA sur FINEX	250,38	187,79	175,76	93,59%	3,76%
142 Les accises	194,77	107,11	103,07	96,23%	2,21%
14210 Droits d'accises	86,00	64,45	65,52	101,66%	1,40%
1421000 Droits d'accises	86,00	64,45	65,52	101,66%	1,40%
14211Taxe spécifique sur les produits pétroliers	108,77	42,67	37,55	88,01%	0,80%
1421100Taxe spécifique sur les produits pétroliers	108,77	42,67	37,55	88,01%	0,80%
15 IMPOTS SUR LE COMMERCE EXTERIEUR ET LES TRANSACTIONS INTERNATIONALES	3 164,98	2 357,24	2 386,67	101,25%	51,11%
151 Droits de douanes et autres droits à l'importation	2 206,34	1 626,98	1 686,25	103,64%	36,11%
15110 Droit fiscal à l'Importation	1 702,86	1 248,70	1 306,00	104,59%	27,97%
1511000 Droit fiscal à l'Importation	1 702,86	1 248,70	1 306,00	104,59%	27,97%
15111 Droit de Magasinage	0,37	0,32	0,33	101,86%	0,01%
1511100 Droit de Magasinage	0,37	0,32	0,33	101,86%	0,01%
15112 Taxe d'Entreposage	69,31	51,60	52,70	102,14%	1,13%
1511200 Taxe d'Entreposage	69,31	51,60	52,70	102,14%	1,13%
15113 Redevances de liquidation	373,05	280,45	282,25	100,64%	6,04%
1511300 Redevances de liquidation	373,05	280,45	282,25	100,64%	6,04%
15114 Produit de Ventes aux Enchères	2,45	1,77	1,63	92,30%	0,03%
1511400 Produit de Ventes aux Enchères	2,45	1,77	1,63	92,30%	0,03%

15115 Taxe Enregistrement Douane	25,62	20,67	20,12	97,35%	0,43%
1511500 Taxe Enregistrement Douane	25,62	20,67	20,12	97,35%	0,43%
15116 Taxes dégressives de protection	23,60	17,32	17,31	99,96%	0,37%
1511600 Taxes dégressives de protection	23,60	17,32	17,31	99,96%	0,37%
15118 Amendes et confiscations douanières	3,69	3,13	3,17	101,09%	0,07%
1511800 Amendes et confiscations douanières	3,69	3,13	3,17	101,09%	0,07%
15119 Redevances de prestation administratives	5,38	3,03	2,75	90,68%	0,06%
1511900 Redevances de prestation administratives	5,38	3,03	2,75	90,68%	0,06%
152 Taxes à l'exportation	958,64	730,26	700,42	95,91%	15,00%
15210 Taxes à l'exportation sur les substances autres minières	956,65	728,85	698,74	95,87%	14,96%
1521000 Taxes à l'exportation sur les substances autres minières	956,65	728,85	698,74	95,87%	14,96%
15213 Droit fiscal à la Sortie	1,99	1,41	1,69	119,93%	0,04%
1521300 Droit fiscal à la Sortie	1,99	1,41	1,69	119,93%	0,04%
Total	6 284,85	4 652,94	4 669,48	100,36%	100,00%

Sources : DGD/DNB

– Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DNTCP)

A fin Septembre 2018, la Recette centrale du Trésor a mobilisé 2 777,45 Mds sur une prévision de 2 107,57 Mds, soit un niveau d'exécution de 131,78%. Cette exécution concerne les recettes fiscales pour 586,43 Mds représentant 21,11% des recettes mobilisées par cette régie financière avec un taux d'exécution de 190,21%), les dons, legs et fonds de concours pour 1 559,37 Mds représentant 56,14% avec un taux d'exécution de 96,34% et les autres recettes pour 631,65 Mds constituant 22,74% du total de recettes, avec un taux d'exécution de 349,7%).

La performance enregistrée sur la rubrique « autres recettes » remonte au premier trimestre qui a connu le versement de 300 Mds par l'ARPT sur la ligne « recettes diverses ». Les revenus des participations de l'Etat ont atteint 91,04 Mds.

Le tableau ci-après indique les catégories de recettes mobilisées par la DNTCP.

Tableau 9 : Exécution des recettes collectées par la DNTCP à fin septembre 2018 en milliards de GNF

Libellés	LFR 2018	prévision	Réalisation	Taux	part
RECETTES FISCALES	1 268,85	308,31	586,43	190,21%	21,11%
IMPÔTS SUR LES BIENS ET SERVICES	1 227,16	242,24	586,43	242,09%	21,11%
Impôts généraux sur les biens et services	872,86	0,00	326,46	-	11,75%
Taxes sur l'utilisation ou l'autorisation d'utiliser des biens ou d'exercer des activités	354,30	242,24	259,97	107,32%	9,36%
AUTRES RECETTES FISCALES	41,69	66,08	0,00	0,00%	0,00%
Autres recettes fiscales à la charge exclusive des entreprises	41,69	66,08	0,00	0,00	0,00%
DONS, LEGS ET FONDS DE CONCOURS	1 347,00	1 618,67	1 559,37	96,34%	56,14%
AUTRES RECETTES	712,32	180,59	631,65	349,77%	22,74%
REVENU DE LA PROPRIETE	93,73	0,00	91,04	-	3,28%
Dividendes	93,73	0,00	91,04	-	3,28%
VENTE DE BIENS ET SERVICES	181,69	121,21	58,02	47,87%	2,09%

Ventes des établissements marchands	31,40	24,08	9,78	40,63%	0,35%
Droits et frais administratifs	148,89	97,13	48,24	49,66%	1,74%
Ventes résiduelles des établissements non marchands	1,40	0,00	0,00	0,00%	0,00%
AMENDES, PENALITES ET CONFISCATIONS	8,64	5,52	5,45	98,68%	0,20%
Amendes, Pénalités et Confiscations	8,64	5,52	5,45	98,68%	0,20%
RECETTES DIVERSES	428,26	53,86	477,15	885,91%	17,18%
Recettes diverses	428,26	53,86	477,15	885,91%	17,18%
Total DNTCP	3 328,17	2 107,57	2 777,45	131,78%	100,00%
Total CADASTRE	0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00%
Total DNTCP yc CADASTRE	3 328,17	2 107,57	2 777,45	131,78%	100,00%

Sources : TDB/DNB

I-3 : Situation des restes à recouvrer

En raison de l'indisponibilité des données sur les restes à recouvrer des recettes fiscales encadrées par la DNI, seule la situation des restes à recouvrer au cordon douanier a pu être recensée. A cet effet, les restes à recouvrer au niveau de la Direction Générale des Douanes au cours de la période se chiffrent à 28,13 Mds tels que renseignés dans le tableau suivant.

Tableau 10 : Situation des restes à recouvrer à fin septembre 2018 en milliards de GNF

NATURE DES RECETTES	Situation des RAR à fin septembre 2018		
	EMISSIONS (1)	RECOUVREMENTS (2)	RESTES A RECOUVRER (3=1-2)
IMPÔTS	Non renseigné	Non renseigné	Non renseigné
DOUANES	5 080,84	5 052,72	28,13
TRESOR	Non renseigné	Non renseigné	Non renseigné
TOTAL	5 080,84	5 052,72	28,13

Sources : Régies (DGD)

II- SITUATION D'EXECUTION DES DEPENSES BUDGETAIRES

L'analyse de l'exécution des dépenses budgétaires à fin septembre 2018 porte sur les aspects suivants :

- Situation des mouvements de crédits ;
- Analyse globale des dépenses ;
- Analyse des dépenses par titre ;
- Situation des restes à payer.

II -1 Situation des mouvements de crédits

Les mouvements des crédits intervenus au 30 septembre 2018 s'annulent globalement en ouverture et en annulation. Ils ont été ratifiés en loi de finances rectificative.

Cette situation se présente comme suit :

Tableau 11 : Situation des mouvements de crédits à fin septembre 2018 (en milliards de GNF)

Sectons	Ministères/Institutions	LFI	Modifications	LFR
1	Présidence de la Rep	399,91	-30,43	369,47
2	Primature	64,35	7,60	71,95
3	Min.de la Défense	1 893,81	-119,36	1 774,45
4	Min.Admin.Terr.Dec	402,40	-57,55	344,85
5	Min.Sécurité.Prot.Ci	342,33	-13,16	329,17
6	Min.Justice.Gar.Scea	108,40	-20,71	87,68
7	Min.Aff.Etran.GEtran	388,08	-60,80	327,28
8	Ministère du Plan	123,23	-38,36	84,88
9	Min.Eco.et Finances	250,14	-35,04	215,10
10	Min. Travail et FP	113,39	-39,34	74,05
11	Min.de l'Agr	320,34	-52,47	267,87
12	Min.Pêche & Aquacul	56,00	-13,61	42,39
13	Min.Géo.Min	59,07	-8,31	50,76
14	Min.EtatTravaux.Pub.	1 076,88	-159,25	917,63
15	Min.Urb.Habit. Const	79,73	-16,70	63,03
16	Mn.Comm	49,11	-14,43	34,68
17	Min. Hotel. Tourisme	41,78	-8,70	33,08
18	Min.Santé.Hy.Publiq	876,63	168,78	1 045,41
19	Min.Aff.Soc,P.F.& E.	86,88	-11,51	75,38
20	Min. Ens.pré.univ	1 512,44	-2,22	1 510,22
21	Min.Emp. Ens.Tech&FP	208,22	7,53	215,75
22	Minist. Information	56,66	-17,98	38,69
23	Min. Jeun.Emploi Jeu	55,33	-21,41	33,92
24	Assemblée.Nationale	188,78	0,00	188,78
25	Cour Suprême	27,06	0,00	27,06
26	Haute Autorité. Comm	18,26	0,00	18,26
27	Conseil Eco. Social	22,92	0,00	22,92
28	Secr. Gal Gouv	14,98	-8,56	6,42
29	Ministere de la cooperation et de l'integration africaine	0,00	5,00	5,00
30	Sec. Affair.Relig.	66,83	-1,14	65,70
31	Min.Environ.Eaux.For	102,71	2,57	105,28
32	Ministère Transports	61,11	-6,27	54,85
33	Grande Chancel.	12,29	-0,04	12,25
34	Min. Ens.Sup.Rec.	1 036,56	-231,36	805,19
35	Grands Projets	21,23	2,92	24,14
36	Min.Etat Energie Env	1 429,61	-241,25	1 188,36
37	Min. Tél. Econ.Num	36,33	-5,19	31,14
40	Ministère Elevage	18,34	-3,35	14,99
41	Min.Industrie et PME	68,79	2,92	71,71
43	Min.Cultu.Arts.Patri	215,79	-63,17	152,63

46	Sec Etat Anti drogue	7,95	-2,56	5,39
50	Ensembles des Gouvern	4,93	-0,19	4,74
64	Min.du Budget	178,43	-58,31	120,12
67	Médiateur.Répub	17,57	0,00	17,57
69	CENI	316,00	-39,97	276,03
72	Cours.Const	24,47	0,00	24,47
73	Cour des Comptes	41,09	0,00	41,09
74	Haute Cour de Justic	2,50	0,00	2,50
75	Haut Conseil Collect	3,40	0,00	3,40
76	Inst.Nat.Ind.Droit.H	6,91	0,00	6,91
77	Min.UniteNat.Citoy	14,98	-6,26	8,71
78	Ministere en charge des investissements et du partenariat public-prive	0,00	5,00	5,00
79	Ministere charge des hydrocarbure	0,00	5,00	5,00
99	Dépenses Communes	3 526,48	0,92	3 527,40
Total		16 051,39	-1 200,72	14 850,67

Sources : DNB/DNSI

Il se dégage que :

- les crédits budgétaires ont été réduits globalement de 1 200,72 Mds en loi de finances rectificative ; faisant passer les crédits hors finex de 16 051,39 Mds à 14 850,67 Mds.
- 34 sections budgétaires ont enregistré une baisse de leurs crédits dont une part importante des allocations du ministère de l'énergie et de l'hydrolique. Les crédits de 10 sections budgétaires ont sensiblement augmenté, notamment la Santé, les hydrocarbures et le ministère des investissements.
- 10 sections budgétaires ont maintenu leur niveau de crédits budgétaires ouverts en loi de finances initiale.

II-2 Analyse globale des dépenses

L'exécution des dépenses au 30 septembre 2018 se chiffre à 9 351,14 Mds contre une prévision de la LFR de 19 190,55 Mds conformément au reclassement opéré en exécution de la nouvelle nomenclature budgétaire, soit un taux d'exécution de 48,68%.

Comparée aux prévisions cumulées à fin septembre du plan d'engagement de 10 963,61 Mds, l'exécution des dépenses hors finex, base paiement, se chiffre à 7 206,09 Mds soit 65,73% à raison de 6 855,63 Mds (95,14%) pour les dépenses courantes et de 350,46 Mds (4,86%) au titre des dépenses d'investissement. Cependant, les dépenses engagées se sont établies à 9 107,93 Mds, soit 83,07%.

Le niveau global d'exécution des dépenses, sur la base des prises en charge comptables, se chiffre à 11 529,50 Mds.

L'exécution globale des dépenses par titre est présentée dans le tableau ci-dessous:

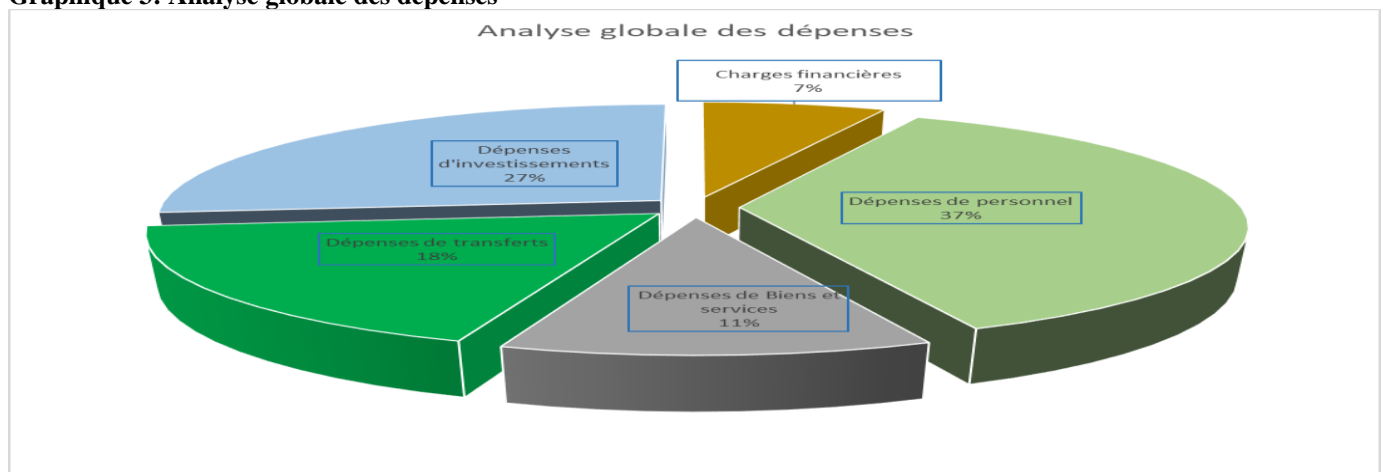
Tableau 12 : Exécution globale/grandes natures et phases d'exécution de la dépense publique hors FINEX

Libellés	LFR	Modifications	Crédits Actuels	Plan d'Engagement T1+T2+T3	Exécution à fin septembre 2018			
					Engagements cumulés	Taux	Paiements cumulés	Taux
Charges financières de la dette*	1 185,99	-76,01	1 109,99	906,12	256,28	28,28%	640,61	70,70%
Dépenses de personnel	4 630,42	-122,80	4 507,62	3314,36	3 529,53	106,49 %	3 437,52	103,72 %
Dépenses de biens et services	2 940,01	-306,40	2 633,60	1904,79	1 787,97	93,87%	1 092,22	57,34%
Dépenses de transfert	3 519,17	-290,91	3 228,26	2583,08	2 469,87	95,62%	1 685,29	65,24%
Dépenses d'investissement	2 575,08	135,77	2 710,85	2255,26	1 064,28	47,19%	350,46	15,54%
TOTAL	14 850,67	-660,35	14 190,33	10 963,61	9 107,93	83,07%	7 206,09	65,73%

Sources : DNB/DNSI

*Des retards sont constatés dans la régularisation des paiements au titre des charges financières de la dette ; ce qui donne un niveau d'engagement faible par rapport aux paiements

Graphique 3: Analyse globale des dépenses



II -2-1 Analyse des dépenses par titre

Dépenses courantes

A fin septembre 2018, sur un objectif cumulé de 8 708,35 Mds, les dépenses courantes ont été exécutées à hauteur de 6 855,63 Mds, soit un taux d'exécution de 78,72%. Cette exécution se décompose ainsi qu'il suit par titre :

- **Titre I : Charges financières de la dette**

Sur un objectif cumulé de 906,12 Mds inscrit dans les plans d'engagement des trois premiers trimestres, les charges financières de la dette ont été payées à hauteur de 640,61 Mds, soit

70,70%². Ces opérations de paiement seront reflétées dès leur régularisation progressive dans la comptabilité des engagements du quatrième trimestre.

- **Titre II : Dépenses de personnel**

Au titre des dépenses de personnel, il a été réalisé au 30 septembre 2018 un montant de 3 437,52 Mds (103,71%) sur un objectif de la même période de 3 314,36 Mds.

Ce taux d'exécution s'explique essentiellement par le rehaussement de la valeur monétaire du point d'indice (VMPI) de l'administration générale de 10% en juillet et septembre et du paiement de la prime de documentation au secteur éducatif en septembre.

Cette exécution concerne les salaires et traitements pour 3 435,02 Mds et les cotisations sociales pour 2,50 Mds.

Par rapport aux crédits ouverts par la LFR 2018 de 4 630,42 Mds, le taux d'exécution est de 74,24%. Sur la base prise en charge comptable, les dépenses de personnel ont été exécutées pour un montant de 3 483,01 Mds.

- **Titre III : Dépenses de biens et services**

Sur un objectif au 30 septembre 2018 de 1 904,79 Mds, il a été exécuté au titre des dépenses de biens et services un montant de 1 092,22 Mds, soit un taux d'exécution de 57,34% contre un niveau de mandatement dont la prise en charge comptable s'élève à 1 514,90 Mds.

Cette exécution des dépenses de biens et services se décompose comme suit :

Achats de fournitures et biens courants.....	8 313,76 Mds ;
Achats de fournitures et biens spécifiques	20 324,29 Mds ;
Fournitures de services.....	164 370,52 Mds ;
Achat de carburants et lubrifiants.....	164 626,69 Mds ;
Consommation eau, électricité et télécommunications.....	147 412,30 Mds ;
Frais de déplacement.....	88 318,16 Mds ;
Frais de représentation et manifestation	38 147,99 Mds ;
Entretiens et réparations.....	18 511,57 Mds ;
Dépenses diverses	442 194,22 Mds.

- **Titre IV: Dépenses de transferts**

Les dépenses de transferts ont été exécutées à hauteur de 1 685,29 Mds sur un objectif à fin septembre de 2 583,08 Mds, soit un taux d'exécution de 65,24% dont 687 Mds concernent les transferts effectués en faveur de la société Electricité de Guinée (EDG).

Cette exécution se décompose ainsi qu'il suit :

Transferts courants..... 1 189,82 Mds, soit 70,58 % ;

² La situation d'exécution des charges financières de la dette est en cours de régularisation sur la chaîne des dépenses.

Transferts aux ménages.....4 27,24 Mds, soit 25,35% ;
 Transferts en capital.....13,08 Mds, soit 0,78% ;
 Autres transferts.....55, 15 Mds, soit 3,27%.

Sur la base prise en charge comptable, les dépenses de transferts se sont établies à 2 756,80 Mds, soit 106,72% par rapport à l'objectif à fin septembre.

• **Titre V : Dépenses d'investissement**

L'exécution à fin septembre des dépenses d'investissements publics financées sur ressources propres se chiffre à 350,46 Mds contre une prévision de 2 255,26 Mds ; soit un taux d'exécution de 15,54%. Cette exécution se décompose en immobilisations non financières pour 257,80 Mds (73,56%) et en immobilisations financières pour 92,65 Mds (26,44%).

Quant aux paiements réalisés sur ressources extérieures, ils se chiffrent à 2 145,04 Mds soit 95,11% des prévisions du plan d'engagement.

Globalement, l'exécution des dépenses d'investissement se chiffre à 2 495,30 Mds soit 36,18% par rapport à l'objectif annuel. Sur la base prise en charge comptable, les dépenses d'investissement ont été de 3 477,20 Mds.

Tableau 13 : Exécution des projets FINEX en milliards de GNF à fin septembre 2018

	LIBELLE	PREVISION FINEX 2018				EXECUTION FINEX 2018			
		Prets	Dons	Total	Taux	Prets	Dons	Total	Taux
2	AFD	0,00	130,46	130,46	3,0%	0,00	0,00	0,00	0,0%
4	IDA	1 749,41	229,29	1 978,70	45,5%	0,00	923,65	923,65	46,7%
5	OFID	57,06	47,17	104,23	2,4%	34,76	17,40	52,16	50,0%
6	BAD-FAD	246,27	235,64	481,91	11,1%	228,35	336,69	565,04	117,3%
7	BADEA	250,00	8,40	258,40	5,9%	50,54	2,28	52,82	20,4%
8	BID	805,13	244,54	1 049,67	24,1%	283,87	89,10	372,97	35,5%
9	FKDEA	0,00	0,00	0,00	0,0%	15,12	0,00	15,12	
10	FIDA	0,00	47,17	47,17	1,1%	0,00	68,82	68,82	145,9%
13	FSD	36,24	0,00	36,24	0,8%	83,00	0,00	83,00	229,0%
14	FEM	0,00	106,06	106,06	2,4%	0,00	0,00	0,00	0,0%
16	PNUD-FAO-ONUDI- FNUAP-OMS-UNICEF	0,00	52,49	52,49	1,2%	0,00	11,44	11,44	21,8%
17	Republique d'Espagne	0,00	0,00	0,00	0,0%	0,00	0,00	0,00	
22	BIDC	0,00	7,61	7,61	0,2%	0,00	0,00	0,00	0,0%
24	Autres(CFC-UA-Paye bas-AmbaUSA-Af sud- vietnam-Ameriq	0,00	100,56	100,56	2,3%	0,00	0,00	0,00	0,0%
	TOTALHORS TAXES	3 144,10	1 209,41	4 353,51	100,0%	695,65	1 449,39	2 145,04	49,27%

Sources : DNIP

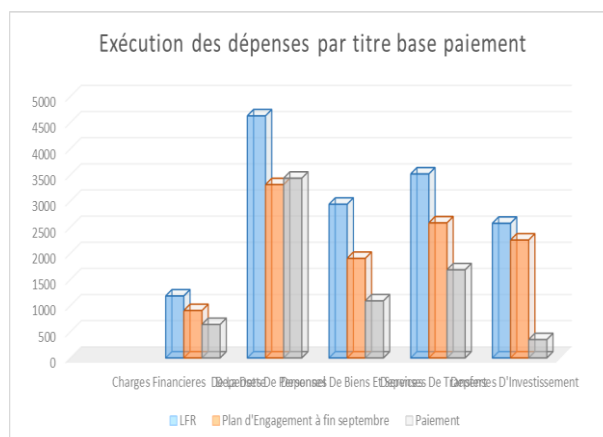
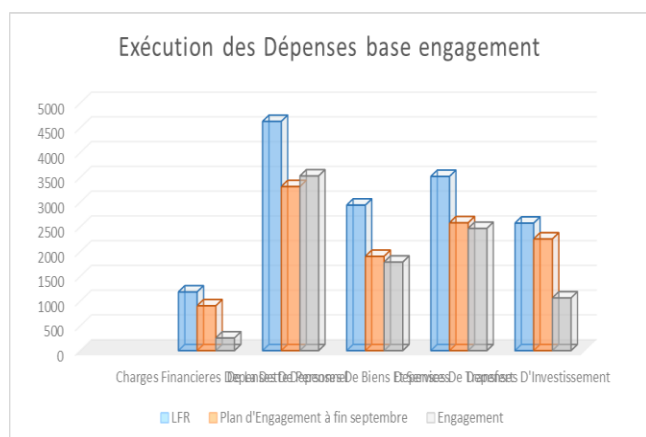
Au 30 septembre 2018, le niveau d'exécution du financement extérieur en terme de dons se chiffre à 1 449,39 Mds, soit 119,84% par rapport à la LFR. Cette situation correspond à la

réalité des demandes de retrait de fonds enregistrées et traitées à la direction nationale des investissements publics (DNIP) et corrige les sous évaluations de crédits budgétaires tant dans la LFI que dans la LFR 2018.

La liste de quelques projets expliquant le dépassement est indiquée ci-dessous :

Projet de développement intégré en Guinée	4,15 Mds ;
PRSE :	76,89 Mds ;
PASSP :	371,88 Mds ;
FOCEB :	23,67 Mds ;
FILETS SOCIAUX :	57,93 Mds ;
EGTACB :	5,15 Mds ;
PAGEM :	21,61 Mds ;
PACV3 :	27,99 Mds ;
PPAO WAAPP :	636,89 Mds ;
PRAO :	10,49 Mds.

Graphique 4 : Exécution des dépenses par titre base engagement Graphique 5 : Exécution des dépenses par titre base paiement



II-2-2 situation des instances de paiement au 30 septembre 2018

Les instances de paiement de la période se chiffrent globalement à 1 514,78 Mds. Elles concernent les dépenses de personnel pour 66,17 Mds, les dépenses de biens et services pour 344,47 Mds, les dépenses de transferts pour 572,41 Mds et les dépenses d'investissement pour 531,73. La situation des instances de paiement au 30 septembre 2018 se présente dans le tableau ci-dessous:

Tableau 14 : Situation des instances de paiements au 30 septembre

TITRES BUDGETAIRES	INSTANCES PRISES EN CHARGE		TOTAL PRISES EN CHARGE	NON PRISES EN CHARGE	TOTAUX (PC+NPC)
	INSTANCES MOINS DE 90 JOURS	ARRIERES PLUS DE 90 JOURS			
CHARGES FINANCIERES DE LA DETTE	0	0	0	0	0
REMUNERATIONS DU PERSONNEL	6,34	22,13	28,47	0,91	66, 17
ACHATS DE BIENS ET	215, 19	73,08	288,27	59,54	344, 47

SERVICES					
DEPENSES DE TRANSFERTS	141,07	54,65	195,72	68,69	572,41
DEPENSES D'INVESTISSEMENTS	307,44	311,19	618,63	32,96	531,73
TOTAL	670,04	461,05	1 131,10	162,11	1 514,78

Sources : DNTCP

III-SOLDE BUDGETAIRE

Le solde de base à fin septembre 2018, se chiffre à 998,90 Mds soit 0,8% du PIB contre un objectif du programme FMI de 1 386,70 Mds soit 1,3% du PIB. Ce repère du programme n'a pas été atteint, suite à un niveau de dépenses plus élevé imputable à l'accélération du rythme d'exécution des crédits budgétaires au cours du 3^{ème} trimestre, après le resserrement observé au 1^{er} semestre. A cet effet, le solde net de gestion s'est établi à -500 milliards, dégagant un besoin de financement de -3977,1 Mds pour la couverture des investissements.

IV-OPERATIONS DE FINANCEMENT

Le solde budgétaire ainsi obtenu a été financé par des ressources de financement de 7 500,1 Mds contre des charges de financement de 6 536,6Mds.

IV-1. Situation des ressources de financement

Les ressources de financement mobilisées au cours de la période se chiffrent à 7 500,1 Mds décomposées en cessions d'actifs pour 11,9 Mds, emprunts pour 7 240 Mds, remboursement de prêts accordés pour 7,9 Mds et les autres comptes à recevoir 240,3 Mds.

Les souscriptions aux bons du trésor à fin septembre se chiffrent à 3 587 Mds dont 3 332,87 Mds en principal et 254,13 en intérêt. Ces bons représentent 44,46% des ressources de financement.

IV-2. Situation des charges de financement

Les charges de financement se chiffrent à 6 536,6 Mds et comprennent le remboursement du capital des emprunts pour 4 540,8 Mds et les autres comptes à payer pour 1 995,8 Mds.

Tableau 15 : la situation des ressources et des charges de financement

3	RESSOURCES DE FINANCEMENT	4 605,4	715,8	7 500,1
30	SOLDE BUDGETAIRE POSITIF			
31	CESSION D'ACTIFS	16,4	0,0	11,9
32	EMPRUNTS	4 395,0	624,4	7 240,0
321	Emprunts Intérieurs	237,0	166,5	4 564,9
	<i>dt Banque commerciale</i>	<i>237,0</i>	<i>166,5</i>	<i>1 127,6</i>
322	Emprunts Extérieurs	4 158,0	457,9	2 675,2

33	DEPOTS SUR LES COMPTES DES CORRESPONDANTS DU TRESOR	0,0	0,0	0,0
34	REMBOURSEMENTS DE PRETS ACCORDES	1,1	0,8	7,9
341	Remboursements de prêts par des Collectivités locales	0,0	0,0	0,0
342	Remboursements de prêts par des Etablissements publics administratifs (EPA)	0,0	0,0	0,0
343	Remboursements de prêts par des entreprises	1,1	0,0	0,3
344	Remboursements de prêts par des particuliers	0,0	0,0	0,0
349	Autres remboursements de prêts	0,0	0,0	7,6
39	Autres comptes à recevoir (Reste à recouvrer)	192,9	90,5	240,3
4	CHARGES DE FINANCEMENT	2 042,1	1 356,3	6 536,6
40	SOLDE BUDGETAIRE NEGATIF	0,0		
41	REMBOURSEMENTS DU CAPITAL DES EMPRUNTS	2 042,1	1 066,5	4 540,8
411	Remboursement du capital des emprunts Intérieurs	1 330,1	701,2	3 949,9
	<i>dt Banque Centrale</i>	327,0	306,6	1 127,6
412	Remboursement du capital des emprunts Extérieurs	712,0	365,3	590,9
42	RETRAITS SUR LES COMPTES DES CORRESPONDANTS DU TRESOR		0,0	0,0
43	PRETS ACCORDES	0,0	0,0	0,0
431	Prêts accordés à des Collectivités locales		0,0	0,0
432	Prêts accordés à des Etablissements publics administratifs (EPA)		0,0	0,0
433	Prêts accordés à des entreprises		0,0	0,0
434	Prêts accordés à des particuliers		0,0	0,0
439	Autres prêts et avances accordés		0,0	0,0
49	Autres comptes à payer (Restes à payer)		289,8	1 995,8

V-CONCLUSION

A fin septembre 2018, l'exécution globale du budget de l'Etat dégage un taux de 48,73% par rapport à la loi de finances rectificative.

L'exécution des recettes à fin septembre 2018, base encaissement, présente une tendance favorable en se situant à 101,14% par rapport aux prévisions de la période. Quant aux dépenses, elles se situent à un niveau relativement faible 85,21% par rapport à l'objectif du plan d'engagement au 30 septembre.

Comparativement à la situation à fin septembre 2017, l'exécution du budget de l'Etat au 30 septembre 2018 fait globalement apparaître une hausse des recettes et des dépenses toutes natures confondues respectivement de 2 942,61 Mds et 397,91 Mds.

Le solde de base à fin septembre 2018 s'est établi à 998,90 Mds, un niveau inférieur au repère du programme économique du Gouvernement fixé à 1 386,7 Mds. Ceci résulte d'un rythme accéléré des engagements de dépenses au cours du 3^{ème} trimestre après le resserrement observé au 1^{er} semestre en vue de contenir les dérapages de fin 2017 qui se sont repercutés sur la position nette du Trésor dans les livres de la BCRG.

ANNEXES

Tableau 16 : Exécution globale/phase de la dépense et par administration à fin septembre 2018 en milliards de GNF

Ministères/ Institutions	LFR (1)	Modifications	Crédits Actuels	Plan d'Engagement T1+T2+T3	Engagements		Liquidations		Ordonnancements		Paiements	
					T3	Taux	T3	Taux	T3	Taux	T3	Taux
Présidence de la Rep	369,47	-3,16	366,32	335,70	331,79	98,83%	229,51	68,37%	216,20	64,40%	300,51	89,52%
Primature	71,95	11,81	83,76	42,71	42,73	100,06%	29,86	69,91%	29,86	69,91%	34,00	79,61%
Min.de la Défense	1774,45	-106,42	1 668,03	1 351,72	1 425,93	105,49%	1100,63	81,42%	1112,40	82,30%	1290,66	95,48%
Min.Admin.Terr.Dec	344,85	-5,18	339,67	283,54	152,24	53,69%	144,99	51,14%	144,99	51,14%	60,03	21,17%
Min.Sécurité.Prot.Ci	329,17	11,91	341,08	243,78	248,17	101,80%	230,82	94,68%	230,82	94,68%	230,94	94,73%
Min.Justice.Gar.Scea	87,68	-4,98	82,71	73,54	55,32	75,22%	54,98	74,75%	54,98	74,75%	53,15	72,27%
Min.Aff.Etran.GEtran	327,28	-49,87	277,40	253,52	241,23	95,15%	18,95	7,48%	18,95	7,48%	195,66	77,18%
Ministère du Plan	84,88	-8,01	76,86	73,82	30,64	41,51%	28,30	38,33%	28,30	38,33%	29,35	39,76%
Min.Eco.et Finances	215,10	-17,72	197,39	167,51	134,82	80,49%	130,99	78,20%	130,28	77,77%	124,47	74,30%
Min. Travail et FP	74,05	-20,48	53,57	69,73	44,45	63,75%	42,04	60,30%	42,04	60,30%	33,73	48,38%
Min.de l'Agr	267,87	-16,51	251,36	221,54	173,30	78,22%	141,40	63,83%	141,40	63,83%	130,15	58,75%
Min.Pêche & Aquacul	42,39	-4,19	38,19	45,26	29,23	64,58%	24,30	53,68%	24,30	53,68%	24,06	53,16%
Min.Géo.Min	50,76	-6,50	44,26	42,76	35,28	82,51%	31,96	74,74%	31,96	74,74%	32,57	76,19%
Min.EtatTravaux.Pub.	917,63	123,13	1040,76	618,25	429,27	69,43%	363,27	58,76%	363,27	58,76%	110,88	17,93%
Min.Urb.Habit. Const	63,03	-3,63	59,40	50,97	25,38	49,79%	25,38	49,79%	25,38	49,79%	22,66	44,47%
Mn.Comm	34,68	-10,95	23,73	42,59	29,27	68,73%	25,97	60,99%	25,97	60,99%	25,11	58,96%
Min. Hotel. Tourisme	33,08	-2,24	30,84	25,24	13,04	51,66%	12,59	49,88%	12,54	49,68%	9,77	38,71%
Min.Santé.Hy.Publiq	1045,41	199,84	1245,25	589,24	704,36	119,54%	436,72	74,12%	436,72	74,12%	246,34	41,81%
Min.Aff.Soc,P.F.& E.	75,38	-0,80	74,57	68,42	36,56	53,43%	20,54	30,02%	18,43	26,94%	19,16	28,01%
Min. Ens.pré.univ	1510,22	11,54	1521,76	1121,98	972,40	86,67%	851,24	75,87%	940,69	83,84%	939,41	83,73%
Min.Emp. Ens.Tech&FP	215,75	8,89	224,64	154,91	114,84	74,13%	87,63	56,57%	87,63	56,57%	93,46	60,33%
Minist. Information	38,69	-4,85	33,84	46,15	31,97	69,27%	29,72	64,41%	29,72	64,41%	24,73	53,59%
Min. Jeun.Emploi Jeu	33,92	-14,58	19,34	34,31	20,50	59,73%	20,29	59,13%	20,29	59,13%	16,21	47,23%

Assemblée.Nationale	188,78	0,00	188,78	143,98	145,11	100,78%	138,81	96,41%	138,81	96,41%	123,13	85,52%
Cour Suprême	27,06	0,00	27,06	19,76	17,33	87,69%	17,33	87,69%	17,33	87,69%	13,07	66,16%
Haute Autorité. Comm	18,26	0,00	18,26	13,11	14,37	109,63%	14,37	109,63%	14,37	109,63%	9,15	69,79%
Conseil Eco. Social	22,92	0,00	22,92	23,80	19,27	80,97%	19,27	80,97%	19,27	80,97%	15,79	66,35%
Secr. Gal Gouv	6,42	-4,88	1,55	7,06	3,15	44,66%	2,70	38,29%	2,70	38,29%	2,70	38,29%
Ministere de la cooperation et de l'integration africaine	5,00	5,00	10,00	0,00	3,73		3,62		3,62		3,62	
Sec. Affair.Relig.	65,70	-0,68	65,02	36,96	55,77	150,91%	55,52	150,23%	55,52	150,23%	47,86	129,49%
Min.Environ.Eaux.For	105,28	13,83	119,11	78,55	77,94	99,22%	71,90	91,54%	71,90	91,54%	68,95	87,78%
Ministère Transports	54,85	4,37	59,22	43,82	36,35	82,95%	36,27	82,77%	36,27	82,77%	34,60	78,95%
Grande Chancel.	12,25	-0,04	12,21	9,24	9,20	99,59%	9,20	99,59%	9,20	99,59%	9,20	99,59%
Min. Ens.Sup.Rec.	805,19	-171,54	633,66	698,83	581,62	83,23%	553,70	79,23%	553,70	79,23%	441,43	63,17%
Grands Projets	24,14	3,11	27,25	17,44	17,33	99,37%	17,33	99,37%	17,33	99,37%	12,19	69,89%
Min.Etat Energie Env	1188,36	-75,50	1112,86	907,43	925,20	101,96%	395,57	43,59%	395,57	43,59%	617,32	68,03%
Min. Tél. Econ.Num	31,14	-4,65	26,49	22,37	18,35	82,02%	15,61	69,76%	15,61	69,76%	15,61	69,78%
Ministère Elevage	14,99	-1,26	13,73	12,07	8,46	70,11%	8,19	67,87%	8,19	67,87%	7,48	61,94%
Min.Industrie et PME	71,71	7,32	79,03	114,38	62,28	54,45%	61,98	54,19%	61,98	54,19%	11,36	9,93%
Min.Cultu.Arts.Patri	152,63	-57,19	95,44	121,57	102,23	84,09%	69,76	57,38%	56,18	46,21%	69,03	56,78%
Sec Etat Anti drogue	5,39	-2,37	3,02	3,44	2,53	73,33%	2,53	73,33%	2,53	73,33%	1,61	46,62%
Ensembles des Gouvern	4,74	0,00	4,74	4,03	4,93	122,28%	4,93	122,28%	4,93	122,28%	4,93	122,28%
Min.du Budget	120,12	-15,00	105,13	97,87	72,00	73,56%	54,96	56,16%	54,96	56,16%	34,81	35,57%
Médiateur.Répub	17,57	0,00	17,57	12,81	11,83	92,32%	11,83	92,32%	11,83	92,32%	11,83	92,32%
CENI	276,03	0,00	276,03	130,45	54,13	41,50%	54,13	41,50%	54,13	41,50%	54,13	41,50%
Cours.Const	24,47	-0,32	24,15	22,76	16,47	72,37%	16,47	72,37%	16,47	72,37%	16,47	72,37%
Cour des Comptes	41,09	0,00	41,09	31,39	23,62	75,25%	23,62	75,25%	23,62	75,25%	19,33	61,59%
Haute Cour de Justic	2,50	0,00	2,50	1,88	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%
Haut Conseil Collect	3,40	0,00	3,40	2,55	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%
Inst.Nat.Ind.Droit.H	6,91	0,00	6,91	5,26	2,41	45,82%	2,41	45,82%	2,41	45,82%	0,71	13,49%

Min.UniteNat.Citoy	8,71	-3,23	5,48	6,56	6,81	103,86%	6,10	93,08%	6,10	93,08%	5,68	86,59%
Ministere en charge des investissements et du partenariat public-privé	5,00	5,00	10,00	0,00	3,21		2,64		2,64		1,19	
Ministere charge des hydrocarbure	5,00	5,00	10,00	0,00	3,88		3,88		3,52		0,28	
Dépenses Communes	3527,40	-454,40	3073,00	2416,15	2126,33	88,00%	948,78	39,27%	948,78	39,27%	1505,63	62,32%
Total	14 850,67	-660,35	14 190,33	10 962,72	9 748,54	88,92%	6 705,51	61,17%	6 776,61	61,81%	7 206,09	65,73%

Tableau 17 : Exécution globale des dépenses/ administration et grandes natures (base engagement) à fin septembre 2018 en milliards de GNF

Ministères/ Institutions	LFR (1)	Modifications	Crédits Actuels	Plan d'Engagement T1+T2+T3	Charges financières de la dette		Dépenses de personnel		Dépenses de biens et services		Dépenses de transfert		Dépenses d'investissement		TOTAL	
Présidence de la Rep	369,47	-3,16	366,32	335,70	0,00	0%	54,80	16,32%	241,97	72,08%	32,35	9,64%	2,68	0,80%	331,79	98,83%
Primature	71,95	11,81	83,76	42,71	0,00	0%	2,35	5,50%	40,38	94,55%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	42,73	100,06%
Min.de la Défense	1774,45	-106,42	1668,03	1351,72	0,00	0%	1034,87	76,56%	143,42	10,61%	194,70	14,40%	52,94	3,92%	1 425,93	105,49%
Min.Admin.Terr.Dec	344,85	-5,18	339,67	283,54	0,00	0%	36,82	12,99%	13,33	4,70%	62,83	22,16%	39,25	13,84%	152,24	53,69%
Min.Sécurité.Prot.Ci	329,17	11,91	341,08	243,78	0,00	0%	205,24	84,19%	25,64	10,52%	2,68	1,10%	14,60	5,99%	248,17	101,80%
Min.Justice.Gar.Scea	87,68	-4,98	82,71	73,54	0,00	0%	37,87	51,50%	3,74	5,09%	13,71	18,64%	0,00	0,00%	55,32	75,22%
Min.Aff.Etran.GEtran	327,28	-49,87	277,40	253,52	0,00	0%	60,68	23,94%	133,51	52,66%	46,29	18,26%	0,75	0,30%	241,23	95,15%
Ministère du Plan	84,88	-8,01	76,86	73,82	0,00	0%	20,25	27,43%	8,75	11,85%	1,61	2,19%	0,03	0,05%	30,64	41,51%
Min.Eco.et Finances	215,10	-17,72	197,39	167,51	0,00	0%	113,95	68,02%	12,95	7,73%	1,80	1,07%	6,12	3,66%	134,82	80,49%
Min. Travail et FP	74,05	-20,48	53,57	69,73	0,00	0%	18,43	26,43%	7,27	10,43%	14,18	20,34%	4,57	6,55%	44,45	63,75%
Min.de l'Agr	267,87	-16,51	251,36	221,54	0,00	0%	121,56	54,87%	18,78	8,48%	1,98	0,90%	30,97	13,98%	173,30	78,22%
Min.Pêche & Aquacul	42,39	-4,19	38,19	45,26	0,00	0%	23,12	51,08%	1,17	2,58%	0,63	1,40%	4,31	9,53%	29,23	64,58%
Min.Géo.Min	50,76	-6,50	44,26	42,76	0,00	0%	27,08	63,35%	2,92	6,83%	2,01	4,69%	3,27	7,64%	35,28	82,51%
Min.EtatTravaux.Pub.	917,63	123,13	1040,76	618,25	0,00	0%	13,78	2,23%	1,36	0,22%	0,01	0,00%	414,13	66,98%	429,27	69,43%
Min.Urb.Habit. Const	63,03	-3,63	59,40	50,97	0,00	0%	22,28	43,70%	0,86	1,68%	0,17	0,34%	2,08	4,07%	25,38	49,79%
Mn.Comm	34,68	-10,95	23,73	42,59	0,00	0%	22,02	51,71%	5,08	11,94%	0,02	0,06%	2,14	5,02%	29,27	68,73%
Min. Hotel. Tourisme	33,08	-2,24	30,84	25,24	0,00	0%	7,86	31,17%	1,22	4,82%	1,58	6,27%	2,38	9,41%	13,04	51,66%
Min.Santé.Hy.Publiq	1045,41	199,84	1245,25	589,24	0,00	0%	200,80	34,08%	334,87	56,83%	65,76	11,16%	102,93	17,47%	704,36	119,54%
Min.Aff.Soc.P.F.& E.	75,38	-0,80	74,57	68,42	0,00	0%	13,65	19,96%	15,43	22,55%	4,06	5,93%	3,42	4,99%	36,56	53,43%
Min. Ens.pré.univ	1510,22	11,54	1521,76	1121,98	0,00	0%	926,08	82,54%	38,26	3,41%	0,51	0,05%	7,56	0,67%	972,40	86,67%
Min.Emp. Ens.Tech&FP	215,75	8,89	224,64	154,91	0,00	0%	81,34	52,50%	6,14	3,97%	12,87	8,30%	14,50	9,36%	114,84	74,13%
Minist. Information	38,69	-4,85	33,84	46,15	0,00	0%	16,39	35,50%	8,42	18,25%	0,16	0,35%	7,00	15,17%	31,97	69,27%

Ministères/ Institutions	LFR (1)	Modifications	Crédits Actuels	Plan d'Engagement T1+T2+T3	Charges financières de la dette		Dépenses de personnel		Dépenses de biens et services		Dépenses de transfert		Dépenses d'investissement		TOTAL	
Min. Jeun.Emploi Jeu	33,92	-14,58	19,34	34,31	0,00	0%	7,88	22,97%	5,57	16,24%	4,48	13,05%	2,57	7,48%	20,50	59,73%
Assemblée.Nationale	188,78	0,00	188,78	143,98	0,00	0%	76,69	53,26%	0,00	0,00%	68,42	47,52%	0,00	0,00%	145,11	100,78%
Cour Suprême	27,06	0,00	27,06	19,76	0,00	0%	4,57	23,11%	0,00	0,00%	12,76	64,58%	0,00	0,00%	17,33	87,69%
Haute Autorité. Comm	18,26	0,00	18,26	13,11	0,00	0%	1,17	8,96%	0,00	0,00%	13,20	100,67%	0,00	0,00%	14,37	109,63%
Conseil Eco. Social	22,92	0,00	22,92	23,80	0,00	0%	9,47	39,77%	0,00	0,00%	9,81	41,20%	0,00	0,00%	19,27	80,97%
Secr. Gal Gouv	6,42	-4,88	1,55	7,06	0,00	0%	1,85	26,17%	1,30	18,48%	0,00	0,01%	0,00	0,00%	3,15	44,66%
Ministere de la cooperation et de l'integration africaine	5,00	5,00	10,00	0,00	0,00		0,00		3,73	#DIV/0!	0,00	#DIV/0!	0,00	#DIV/0!	3,73	#DIV/0!
Sec. Affair.Relig.	65,70	-0,68	65,02	36,96	0,00	0%	4,07	11,02%	0,84	2,28%	41,27	111,68%	9,58	25,93%	55,77	150,91%
Min.EnvIRON.Eaux.For	105,28	13,83	119,11	78,55	0,00	0%	65,25	83,07%	9,52	12,12%	0,80	1,02%	2,36	3,01%	77,94	99,22%
Ministère Transports	54,85	4,37	59,22	43,82	0,00	0%	26,08	59,50%	0,76	1,73%	9,45	21,57%	0,07	0,15%	36,35	82,95%
Grande Chancel.	12,25	-0,04	12,21	9,24	0,00	0%	0,42	4,55%	0,00	0,00%	8,78	95,04%	0,00	0,00%	9,20	99,59%
Min. Ens.Sup.Rec.	805,19	-171,54	633,66	698,83	0,00	0%	138,24	19,78%	23,07	3,30%	356,43	51,00%	63,87	9,14%	581,62	83,23%
Grands Projets	24,14	3,11	27,25	17,44	0,00	0%	0,82	4,68%	0,00	0,00%	16,51	94,70%	0,00	0,00%	17,33	99,37%
Min.Etat Energie Env	1188,36	-75,50	1112,86	907,43	0,00	0%	12,92	1,42%	11,53	1,27%	792,50	87,33%	108,25	11,93%	925,20	101,96%
Min. Tél. Econ.Num	31,14	-4,65	26,49	22,37	0,00	0%	14,62	65,35%	1,99	8,88%	0,01	0,02%	1,74	7,77%	18,35	82,02%
Ministère Elevage	14,99	-1,26	13,73	12,07	0,00	0%	7,11	58,91%	1,35	11,15%	0,01	0,05%	0,00	0,00%	8,46	70,11%
Min.Industrie et PME	71,71	7,32	79,03	114,38	0,00	0%	10,72	9,37%	1,98	1,73%	0,11	0,10%	49,47	43,25%	62,28	54,45%
Min.Cultu.Arts.Patri	152,63	-57,19	95,44	121,57	0,00	0%	19,14	15,74%	71,96	59,19%	4,60	3,78%	6,53	5,37%	102,23	84,09%
Sec Etat Anti drogue	5,39	-2,37	3,02	3,44	0,00	0%	0,20	5,92%	2,30	66,70%	0,00	0,00%	0,02	0,71%	2,53	73,33%
Ensembles des Gouvern	4,74	0,00	4,74	4,03	0,00	0	0,00	0,00%	4,74	117,52%	0,00	0,00%	0,19	4,76%	4,93	122,28%
Min.du Budget	120,12	-15,00	105,13	97,87	0,00	0%	26,67	27,25%	36,83	37,63%	0,19	0,20%	8,30	8,48%	72,00	73,56%

Ministères/ Institutions	LFR (1)	Modifications	Crédits Actuels	Plan d'Engagement T1+T2+T3	Charges financières de la dette		Dépenses de personnel		Dépenses de biens et services		Dépenses de transfert		Dépenses d'investissement		TOTAL	
Médiateur.Répub	17,57	0,00	17,57	12,81	0,00	0%	7,76	60,56%	0,00	0,00%	4,07	31,76%	0,00	0,00%	11,83	92,32%
CENI	276,03	0,00	276,03	130,45	0,00	0%	0,00	0,00%	42,13	32,30%	12,00	9,20%	0,00	0,00%	54,13	41,50%
Cours.Const	24,47	-0,32	24,15	22,76	0,00	0%	5,57	24,48%	0,00	0,00%	10,90	47,88%	0,00	0,00%	16,47	72,37%
Cour des Comptes	41,09	0,00	41,09	31,39	0,00	0%	6,46	20,60%	0,00	0,00%	17,15	54,65%	0,00	0,00%	23,62	75,25%
Haute Cour de Justic	2,50	0,00	2,50	1,88	0,00	0%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%
Haut Conseil Collect	3,40	0,00	3,40	2,55	0,00	0%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%
Inst.Nat.Ind.Droit.H	6,91	0,00	6,91	5,26	0,00	0%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	2,41	45,82%	0,00	0,00%	2,41	45,82%
Min.UniteNat.Citoy	8,71	-3,23	5,48	6,56	0,00	0%	0,94	14,38%	5,58	85,05%	0,00	0,00%	0,29	4,43%	6,81	103,86%
Ministere en charge des investissements et du partenariat public-privé	5,00	5,00	10,00	0,00	0,00	#DIV/0!	0,00	#DIV/0!	2,00	#DIV/0!	0,00	#DIV/0!	1,21	#DIV/0!		#DIV/0!
Ministere charge des hydrocarbure	5,00	5,00	10,00	0,00	0,00	#DIV/0!	0,00	#DIV/0!	3,88	#DIV/0!	0,00	#DIV/0!	0,00	#DIV/0!		#DIV/0!
Dépenses Communes	3527,40	-454,40	3073,00	2416,15	896,89	37%	19,69	0,81%	491,44	20,34%	624,10	25,83%	94,21	3,90%	2 126,33	88,00%
Total	14 850,67	-660,35	14 190,33	10 962,72	896,89	0,08	3 529,53	32,20%	1 787,97	16,31%	2 469,87	22,53%	1 064,28	9,71%	9 748,54	88,92%

Tableau 18 : Exécution Globale des Dépenses/ Administration et Grandes natures (base paiement) à fin juin 2018 en de milliards de GNF

Ministères/ Institutions	LFR (1)	Modific ations	Crédits Actuels	Plan d'Engage ment T1+T2+T 3	Charges Financieres De La Dette		Depenses De Personnel		Depenses De Biens Et Services		Depenses De Transfert		Depenses D'Investissement ressource propres		Depenses D'Investissement finex		TOTAL Investissement		TOTAL GENERAL		
					T3	TAUX	T3	TAUX	T3	TAUX	T3	TAUX	T3	TAUX	T3	TAUX	T3	TAUX	T3	TAUX	T3
Présidence de la Rep	369,47	-3,16	366,32	335,70	0,00	0,00%	52,49	15,64%	219,73	65,45%	28,29	8,43%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	300,51	1,57%	89,52%
Primature	71,95	11,81	83,76	42,71	0,00	0,00%	2,35	5,50%	31,65	74,11%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	34,00	0,18%	79,61%
Min.de la Défense	1774,45	-106,42	1668,03	1351,72	0,00	0,00%	990,83	73,30%	110,08	8,14%	175,33	12,97%	14,41	1,07%	0,00	0,00%	14,41	0,58%	1290,66	6,73%	95,48%
Min.Admin. Terr.Dec	344,85	-5,18	339,67	283,54	0,00	0,00%	35,80	12,63%	4,45	1,57%	19,78	6,98%	0,00	0,00%	923,65	43,06%	923,65	37,02%	983,69	5,13%	346,93 %
Min.Sécurité Prot.Ci	329,17	11,91	341,08	243,78	0,00	0,00%	204,79	84,01%	11,43	4,69%	2,23	0,91%	12,49	5,12%	52,16	2,43%	64,66	2,59%	283,11	1,48%	116,13 %
Min.Justice. Gar.Scea	87,68	-4,98	82,71	73,54	0,00	0,00%	37,87	51,50%	2,43	3,31%	12,84	17,46%	0,00	0,00%	565,04	26,34%	565,04	22,64%	618,19	3,22%	840,60 %
Min.Aff.Etra n.GEtran	327,28	-49,87	277,40	253,52	0,00	0,00%	56,51	22,29%	126,08	49,73%	13,07	5,16%	0,00	0,00%	52,82	2,46%	52,82	2,12%	248,48	1,29%	98,01%
Ministère du Plan	84,88	-8,01	76,86	73,82	0,00	0,00%	20,25	27,43%	7,49	10,15%	1,61	2,19%	0,00	0,00%	372,97	17,39%	372,97	14,95%	402,32	2,10%	545,03 %
Min.Eco.et Finances	215,10	-17,72	197,39	167,51	0,00	0,00%	113,64	67,84%	9,41	5,61%	1,43	0,85%	0,00	0,00%	15,12	0,70%	15,12	0,61%	139,59	0,73%	83,33%
Min. Travail et FP	74,05	-20,48	53,57	69,73	0,00	0,00%	18,43	26,43%	2,00	2,86%	13,31	19,08%	0,00	0,00%	68,82	3,21%	68,82	2,76%	102,55	0,53%	147,08 %
Min.de l'Agr	267,87	-16,51	251,36	221,54	0,00	0,00%	120,02	54,18%	4,39	1,98%	0,81	0,36%	4,93	2,23%	0,00	0,00%	4,93	0,20%	130,15	0,68%	58,75%
Min.Pêche & Aquacul	42,39	-4,19	38,19	45,26	0,00	0,00%	23,12	51,08%	0,31	0,68%	0,63	1,40%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	24,06	0,13%	53,16%
Min.Géo.Mi n	50,76	-6,50	44,26	42,76	0,00	0,00%	27,08	63,35%	0,85	1,98%	2,01	4,69%	2,64	6,17%	83,00	3,87%	85,64	3,43%	115,58	0,60%	270,32 %
Min.EtatTra vaux.Pub.	917,63	123,13	1040,76	618,25	0,00	0,00%	13,78	2,23%	1,00	0,16%	0,01	0,00%	96,09	15,54%	0,00	0,00%	96,09	3,85%	110,88	0,58%	17,93%
Min.Urb.Ha bit. Const	63,03	-3,63	59,40	50,97	0,00	0,00%	22,28	43,70%	0,22	0,42%	0,17	0,34%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	22,66	0,12%	44,47%
Mn.Comm	34,68	-10,95	23,73	42,59	0,00	0,00%	22,02	51,71%	2,89	6,79%	0,02	0,06%	0,17	0,40%	11,44	0,53%	11,61	0,47%	36,55	0,19%	85,82%
Min. Hotel. Tourisme	33,08	-2,24	30,84	25,24	0,00	0,00%	7,86	31,17%	0,32	1,28%	1,58	6,27%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	9,77	0,05%	38,71%
Min.Santé.H y.Publiq	1045,41	199,84	1245,25	589,24	0,00	0,00%	196,63	33,37%	24,33	4,13%	0,08	0,01%	25,29	4,29%	0,00	0,00%	25,29	1,01%	246,34	1,28%	41,81%
Min.Aff.Soc. P.F.& E.	75,38	-0,80	74,57	68,42	0,00	0,00%	13,53	19,78%	1,96	2,86%	3,58	5,24%	0,09	0,13%	0,00	0,00%	0,09	0,00%	19,16	0,10%	28,01%
Min. Ens.pré.univ	1510,22	11,54	1521,76	1121,98	0,00	0,00%	925,04	82,45%	12,16	1,08%	0,51	0,05%	1,70	0,15%	0,00	0,00%	1,70	0,07%	939,41	4,90%	83,73%

Ministères/ Institutions	LFR (1)	Modific ations	Crédits Actuels	Plan d'Engage ment T1+T2+T 3	Charges Financieres De La Dette		Depenses De Personnel		Depenses De Biens Et Services		Depenses De Transfert		Depenses D'Investissement ressource propres		Depenses D'Investissement finex		TOTAL Investissement		TOTAL GENERAL		
					T3	TAUX	T3	TAUX	T3	TAUX	T3	TAUX	T3	TAUX	T3	TAUX	T3	TAUX	T3	TAUX	T3
Min.Emp. Ens.Tech&F P	215,75	8,89	224,64	154,91	0,00	0,00%	81,34	52,50%	1,26	0,81%	10,87	7,01%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	93,46	0,49%	60,33%
Minist. Information	38,69	-4,85	33,84	46,15	0,00	0,00%	16,39	35,50%	5,56	12,05%	0,16	0,35%	2,62	5,68%	0,00	0,00%	2,62	0,11%	24,73	0,13%	53,59%
Min. Jeun.Emploi Jeu	33,92	-14,58	19,34	34,31	0,00	0,00%	7,88	22,97%	3,44	10,02%	4,89	14,24%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	16,21	0,08%	47,23%
Assemblée. Nationale	188,78	0,00	188,78	143,98	0,00	0,00%	76,69	53,26%	0,00	0,00%	46,45	32,26%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	123,13	0,64%	85,52%
Cour Suprême	27,06	0,00	27,06	19,76	0,00	0,00%	4,57	23,11%	0,00	0,00%	8,51	43,05%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	13,07	0,07%	66,16%
Haute Autorité. Comm	18,26	0,00	18,26	13,11	0,00	0,00%	1,17	8,96%	0,00	0,00%	7,97	60,83%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	9,15	0,05%	69,79%
Conseil Eco. Social	22,92	0,00	22,92	23,80	0,00	0,00%	9,47	39,77%	0,00	0,00%	6,33	26,58%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	15,79	0,08%	66,35%
Secr. Gal Gouv	6,42	-4,88	1,55	7,06	0,00	0,00%	1,85	26,17%	0,85	12,11%	0,00	0,01%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	2,70	0,01%	38,29%
Ministere de la cooperation et de l'integration africaine	5,00	5,00	10,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	#DIV/0!	3,62	#DIV/0!	0,00	#DIV/0!	0,00	#DIV/0!	0,00	0,00%	0,00	0,00%	3,62	0,02%	#DIV/0!
Sec. Affair.Relig.	65,70	-0,68	65,02	36,96	0,00	0,00%	4,07	11,02%	0,63	1,70%	40,15	108,65 %	3,00	8,12%	0,00	0,00%	3,00	0,12%	47,86	0,25%	129,49 %
Min.Environ .Eaux.For	105,28	13,83	119,11	78,55	0,00	0,00%	64,29	81,85%	4,30	5,47%	0,36	0,46%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	68,95	0,36%	87,78%
Ministère Transports	54,85	4,37	59,22	43,82	0,00	0,00%	26,08	59,50%	0,14	0,33%	8,38	19,11%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	34,60	0,18%	78,95%
Grande Chancel.	12,25	-0,04	12,21	9,24	0,00	0,00%	0,42	4,55%	0,00	0,00%	8,78	95,04%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	9,20	0,05%	99,59%
Min. Ens.Sup.Rec	805,19	-171,54	633,66	698,83	0,00	0,00%	134,41	19,23%	21,51	3,08%	221,64	31,72%	63,87	9,14%	0,00	0,00%	63,87	2,56%	441,43	2,30%	63,17%
Grands Projets	24,14	3,11	27,25	17,44	0,00	0,00%	0,82	4,68%	0,00	0,00%	11,37	65,22%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	12,19	0,06%	69,89%
Min.Etat Energie Env	1188,36	-75,50	1112,86	907,43	0,00	0,00%	11,81	1,30%	0,43	0,05%	574,87	63,35%	30,20	3,33%	0,00	0,00%	30,20	1,21%	617,32	3,22%	68,03%
Min. Tél. Econ.Num	31,14	-4,65	26,49	22,37	0,00	0,00%	14,57	65,11%	1,04	4,64%	0,01	0,02%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	15,61	0,08%	69,78%

Ministères/ Institutions	LFR (1)	Modific ations	Crédits Actuels	Plan d'Engage ment T1+T2+T 3	Charges Financieres De La Dette		Depenses De Personnel		Depenses De Biens Et Services		Depenses De Transfert		Depenses D'Investissement ressource propres		Depenses D'Investissement finex		TOTAL Investissement		TOTAL GENERAL		
					T3	TAUX	T3	TAUX	T3	TAUX	T3	TAUX	T3	TAUX	T3	TAUX	T3	TAUX	T3	TAUX	T3
Ministère Elevage	14,99	-1,26	13,73	12,07	0,00	0,00%	7,11	58,91%	0,36	2,98%	0,01	0,05%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	7,48	0,04%	61,94%
Min.Industrie et PME	71,71	7,32	79,03	114,38	0,00	0,00%	10,72	9,37%	0,54	0,47%	0,11	0,10%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	11,36	0,06%	9,93%
Min.Cultu.A rts.Patri	152,63	-57,19	95,44	121,57	0,00	0,00%	12,28	10,10%	52,72	43,37%	4,02	3,31%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	69,03	0,36%	56,78%
Sec Etat Anti drogue	5,39	-2,37	3,02	3,44	0,00	0,00%	0,20	5,92%	1,38	39,99%	0,00	0,00%	0,02	0,71%	0,00	0,00%	0,02	0,00%	1,61	0,01%	46,62%
Ensembles des Gouvern	4,74	0,00	4,74	4,03	0,00	0,00%	0,00	0,00%	4,93	122,33 %	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	4,93	0,03%	122,33 %
Min.du Budget	120,12	-15,00	105,13	97,87	0,00	0,00%	26,67	27,25%	8,12	8,29%	0,02	0,02%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	34,81	0,18%	35,57%
Médiateur.R épub	17,57	0,00	17,57	12,81	0,00	0,00%	7,76	60,56%	0,00	0,00%	4,07	31,76%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	11,83	0,06%	92,32%
CENI	276,03	0,00	276,03	130,45	0,00	0,00%	0,00	0,00%	42,13	32,30%	12,00	9,20%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	54,13	0,28%	41,50%
Cours.Const	24,47	-0,32	24,15	22,76	0,00	0,00%	5,57	24,48%	0,00	0,00%	10,90	47,88%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	16,47	0,09%	72,37%
Cour des Comptes	41,09	0,00	41,09	31,39	0,00	0,00%	6,46	20,60%	0,00	0,00%	12,87	40,99%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	19,33	0,10%	61,59%
Haute Cour de Justic	2,50	0,00	2,50	1,88	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00%
Haut Conseil Collect	3,40	0,00	3,40	2,55	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00%
Inst.Nat.Ind. Droit.H	6,91	0,00	6,91	5,26	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,71	13,49%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,71	0,00%	13,49%
Min.UniteNa t.Citoy	8,71	-3,23	5,48	6,56	0,00	0,00%	0,59	9,06%	5,01	76,37%	0,00	0,00%	0,08	1,16%	0,00	0,00%	0,08	0,00%	5,68	0,03%	86,59%
Ministere en charge des investisseme nts et du partenariat public-prive	5,00	5,00	10,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	#DIV/0!	1,19	#DIV/0!	0,00	#DIV/0!	0,00	#DIV/0!	0,00	0,00%	0,00	0,00%	1,19	0,01%	#DIV/0!
Ministere charge des hydrocarbur e	5,00	5,00	10,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	#DIV/0!	0,28	#DIV/0!	0,00	#DIV/0!	0,00	#DIV/0!	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,28	0,00%	#DIV/0!
Dépenses Communes	3527,40	-454,40	3073,00	2416,15	640,61	0,00%	0,00	0,00%	359,80	14,89%	412,56	17,08%	92,65	3,83%	0,00	0,00%	92,65	3,71%	1505,64	7,85%	62,32%
finex	4353,00																			0,00%	
Total	19 190,55	-660,35	14 190,33	10 962,72	640,61	0,00%	3 437,52	31,36%	1 092,41	9,96%	1 685,29	15,37%	350,26	3,20%	2 145,04	100,00%	2 495,30	100,00%	9 351,13	48,73%	85,30%

Tableau 19 : Etat d'exécution des Subventions et Transferts (hors collectivités locales) en milliards de GNF

Ministères/ Institutions	Crédit		Exécution à fin septembre 2018		
	Nombre bénéf	Montant	Allocation		Taux
			Montant	Nbre bénéf	
Présidence de la République	13	56,22	32,35	11	57,53%
Primature	2	8,95	0,00	1	0,01%
Ministère de la Défense Nationale	4	233,36	194,70	4	83,43%
Ministère Administration du Territ. et de la Décentralisation	9	33,92	25,05	7	73,85%
Ministère de la Sécurité et Protection Civile	6	5,48	2,68	6	48,89%
Ministère de la Justice et Garde de Sceaux	6	13,88	13,71	5	98,72%
Ministère des Aff.Etrangères et Guinéens Etrangers	4	48,04	46,29	2	96,36%
Ministère du Plan	7	8,91	1,61	5	18,13%
Ministère de l'Economie et des Finances	6	2,55	1,80	5	70,75%
Ministère Travail et Fonction Publique	9	21,25	14,18	9	66,73%
Ministère de l'Agriculture	7	9,04	1,98	6	21,93%
Ministère de la Pêche et de l'Aquaculture	7	4,88	0,63	6	12,97%
Ministère Mines, Géologie	4	2,85	2,01	3	70,44%
Ministere Des Travaux Publics	2	0,01	0,01	2	50,30%
Ministère de l'Urbanisme de l'Habitat et Construction	7	0,96	0,17	4	17,90%
Ministère du Commerce	3	0,05	0,02	3	43,95%
Ministère de l'Hotellerie Tourisme et Artisanat	5	2,55	1,58	4	61,91%
Ministère de la Santé et hygiène Publique	172	142,68	65,76	171	46,09%

Ministère des Aff. Sociales, de la Pr. Femminine & Enfance	18	16,27	4,06	9	24,94%
Ministère de l'Enseignement Pré-universitaire	5	0,98	0,51	3	52,30%
Ministère de l'Emploi Ens. Technique et Form. Professionnelle	10	15,46	12,87	8	83,22%
Ministère de l'Information	4	0,32	0,16	3	49,81%
Ministère de la Jeunesse et Emploi Jeunes	8	7,30	4,48	8	61,31%
Assemblée Nationale	2	87,89	68,42	2	77,84%
Cour Suprême de l'Etat	2	17,02	12,76	2	75,00%
Haute Autorité de la Communication	2	15,85	13,20	2	83,24%
Conseil Economique et Social	2	11,92	9,81	2	82,30%
Secretariat Général du Gouvernement	2	0,37	0,00	1	0,13%
Sécretariat Général aux Affaires Religieuses	11	43,27	41,27	10	95,39%
Ministère de l'Environnement des Eaux et Forets	7	1,56	0,80	6	51,39%
Ministère des Transports	10	20,75	9,45	9	45,55%
Grande Chancellerie des Ordres Nationaux de Guinée	4	11,70	8,78	4	75,00%
Ministère de l'Enseign Sup. et de la Rec. Scientifique	143	447,03	356,43	137	79,73%
Administration et Contrôle des Grands Projets	2	23,56	16,51	2	70,08%
Ministère D'Etat Chargé de l'Energie et Environnement	6	1057,19	792,50	6	74,96%
Ministère des Télécommunications et Economie Numérique	3	0,38	0,01	2	1,42%
Ministère de l'Elevage	3	0,16	0,01	2	3,48%
Ministère industries et des PME	2	0,53	0,11	2	20,88%
Ministère Culture Arts et Patrimoine	13	7,01	4,60	10	65,62%

Ministère du Budget	7	1,76	0,19	4	11,07%
Médiateur de la République	2	5,00	4,07	2	81,37%
Commission Electorale Nationale Indépendante	2	16,00	12,00	2	75,00%
Cours Constitutionnelle	2	17,36	10,90	2	62,77%
Cour des Comptes	2	17,15	17,15	2	100,00%
Haute Cour de Justice	1	2,50	0,00	0	0,00%
Haut Conseil des Collectivités locales	1	3,40	0,00	0	0,00%
Institution.Nationale.Ind des Droits Humains	2	3,40	2,41	2	70,86%
Ministere De L'Unite Nationale Et De La Citoyennete	2	0,23	0,00	1	0,0011017
Dépenses communes	15	867,54	624,10	6	71,94%
Total	568	3 316,46	2 432,09	505	73,33%

Tableau 20 : Etat d'exécution des Subventions et Transferts (hors collectivités locales) en milliards de GNF

Collectivités locales	Crédit		Exécution fin septembre 2018		
	Nombre bénéf	Montant	Allocation		Taux
			Montant	Nbre bénéf	
Ensemble Ville De Conakry	1	3,40	1,70	1	50,00%
Kaloum	1	0,52	0,26	1	50,00%
Dixinn	1	0,52	0,26	1	50,00%
Matam	1	0,52	0,26	1	50,00%
Ratoma	1	0,52	0,26	1	50,00%
Matoto	1	0,52	0,26	1	50,00%
Boke	10	2,13	1,06	10	50,00%
Boffa	8	1,68	0,84	8	50,00%
Fria	4	0,93	0,47	4	50,00%
Gaoual	8	1,68	0,84	8	50,00%
Koundara	7	1,49	0,75	7	50,00%
Faranah	12	2,50	1,25	12	50,00%
Dabola	9	1,87	0,93	9	50,00%
Dinguiraye	8	1,68	0,84	8	50,00%
Kissidougou	13	2,61	1,31	13	50,00%
Kankan	13	2,69	1,34	13	50,00%
Kerouane	8	1,68	0,84	8	50,00%
Kouroussa	12	2,43	1,21	12	50,00%
Mandiana	12	2,43	1,21	12	50,00%
Siguiri	13	2,61	1,31	13	50,00%
Kindia	10	2,13	1,06	10	50,00%
Coyah	4	0,93	0,47	4	50,00%

Dubreka	7	1,49	0,75	7	50,00%
Forecariah	10	2,05	1,03	10	50,00%
Telemele	14	2,80	1,40	14	50,00%
Labe	13	2,69	1,34	13	50,00%
Koubia	6	1,31	0,65	6	50,00%
Lelouma	11	2,24	1,12	11	50,00%
Mali	13	2,61	1,31	13	50,00%
Tougue	10	2,05	1,03	10	50,00%
Mamou	14	2,87	1,44	14	50,00%
Dalaba	10	2,05	1,03	10	50,00%
Pita	12	2,43	1,21	12	50,00%
N'Zerekore	11	2,31	1,16	11	50,00%
Beyla	14	2,80	1,40	14	50,00%
Gueckedou	10	2,05	1,03	10	50,00%
Lola	9	1,87	0,93	9	50,00%
Macenta	15	2,98	1,49	15	50,00%
Yomou	7	1,49	0,75	7	50,00%
Total general	343	75,55	37,78	343	50,00%

Tableau 21 : Ventilation du budget 2018 en fonction des piliers du PNDES à fin sept 2018 (en milliards de GNF)

Piliers	LFR 2018 (1)	Plan d'Engagement T1+T2 +T3(2)	Engagements jan-sept (3)	Paiements jan-sept (4)	Taux d'exécution (5=3/2)
Promotion d'une bonne gouvernance au service du développement durable	8 097,74	5 902,07	5 320,73	4 245,80	90,15%
FINEX	222,8	1 882,69		1 966,65	
Transformation économique durable et inclusive	2 722,41	2 109,37	1 763,91	1 024,33	83,62%
FINEX	3 368,75	120,02		178,3852	
Développement inclusif du capital humain	3 877,18	2 835,42	2 564,47	1 849,76	90,44%
FINEX	697,11	0		0	
Gestion durable du capital naturel	153,35	115,86	99,44	86,20	85,83%
FINEX	64,34	0		0	
Total	14 850,67	10 962,72	9 748,54	7 206,09	88,92%
Total FINEX	4 353,00	2 002,71	0	2 145,04	107,11%
Total général	19 190,00	12 965,43	9 748,54	9 351,12	75,19%

Tableau 22 : Situation Résumée des Opérations Budgétaires de l'Etat en milliards de GNF

Code NBE 86	Code NBE	LIBELLES	LFR 2018	Prévision	Réalisation sept-18	Taux
	1	RECETTES	16 627,2	10 818,5	11 029,5	101,95%
	11	RECETTES FISCALES	14 567,9	10 637,9	10 288,0	96,71%
		<i>dt Réception Minière</i>	<i>3 209,1</i>			
		<i>dt Réception Pétrolière</i>	<i>2 099,1</i>			
		dt TSPP	322,1	527,4	241,2	45,72%
	111	Impôts sur le revenu, les bénéfices et les gains en capital	3 246,6	2 470,1	2 321,2	93,97%
	112	Impôts sur les salaires et la main-d'œuvre	249,9	155,8	165,8	106,37%
	113	Impôts sur ne patrimoine	33,0	0,0	39,9	
	114	Impôts sur les biens et services	8 194,5	5 781,1	5 372,1	92,93%
	115	Impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales	2 802,2	2 164,7	2 389,1	110,36%
	116	Autres recettes fiscales .	41,7	66,1	0,0	0,00%
	12	DONS, LEGS ET FONDS DE CONCOURS	1 347,0	0,0	109,9	
	13	AUTRES RECETTES	712,3	180,6	631,6	349,77%
	2	DEPENSES	18 597,0	9 783,2	11 529,5	117,85%
	21	Charges financières de la dette	1 186,0	990,5	657,8	66,42%
		<i>Intérêt Dette Intérieure</i>	<i>923,0</i>	<i>593,0</i>	<i>367,9</i>	<i>62,05%</i>
		<i>Intérêt Dette Extérieure</i>	<i>263,0</i>	<i>397,4</i>	<i>272,7</i>	<i>68,61%</i>
	22	Dépenses de personnel	4 631,9	3 023,9	3 483,1	115,18%
	23	Dépenses de Biens et services	2 830,7	1 479,0	1 514,9	102,43%
	24	Dépenses de transfert	3 519,2	2 439,3	2 756,8	113,01%
		dt EDG	1 050,0		687,0	
	SNG	Solde net de gestion (1-2)	-1 969,8	1 035,3	-500,0	
		TRANSACTIONS SUR ACTIFS NON FINANCIERS:				
	25	DEPENSES D'INVESTISSEMENT	7 022,7	2 245,2	3 477,2	154,87%
	251	IMMOBILISATIONS NON FINANCIERES	6 897,0	2 186,3	3 373,9	154,32%
	2511	Acquisition d'Immobilisations Corporelles	2 076,2	1 501,7	971,8	64,72%

	2512	Acquisition d'Immobilisations incorporelles	467,7	335,8	257,0	76,54%
	2513	Grosses réparations	0,0	0,0	0,0	0,00%
	2514	Immobilisations non Produites(finex)	4 353,0	348,8	2 145,0	615,06%
	NLB	Capacité / besoin de financement (1-2+NOBz-25)	-8 992,5	-1 209,9	-3 977,1	1 709,3
TRANSACTIONS SUR ACTIFS FINANCIERS ET PASSIFS (FINANCEMENT):						
	252	IMMOBILISATIONS FINANCIERES	125,8	58,9	103,3	175,37%
	2521	Immobilisations financières intérieures	125,8	58,9	94,2	159,93%
66 90	2522	Autres Immobilisations financières intérieures		0,0	0,0	
	2523	Immobilisations financières extérieures	0,0	0,0	9,1	
	2524	Autres Immobilisations financières extérieures				
	3	RESSOURCES DE FINANCEMENT	4 605,4	715,8	7 495,9	
	30	SOLDE BUDGETAIRE POSITIF				
	31	CESSION D'ACTIFS	16,4	0,0	11,9	
	32	EMPRUNTS	4 395,0	624,4	7 240,0	
	321	Emprunts Intérieurs	237,0	166,5	4 564,9	
		<i>dt Banque commerciale</i>	237,0	166,5	1 127,6	
	322	Emprunts Extérieurs	4 158,0	457,9	2 675,2	
	33	DEPOTS SUR LES COMPTES DES CORRESPONDANTS DU TRESOR	0,0	0,0	0,0	
	34	REMBOURSEMENTS DE PRETS ACCORDES	1,1	0,8	7,9	
	341	Remboursements de prêts par des Collectivités nocanes	0,0	0,0	0,0	
82 01	342	Remboursements de prêts par des Etablissements publics administratifs (EPA)	0,0	0,0	0,0	
	343	Remboursements de prêts par des entreprises	1,1	0,0	0,3	
82 11	344	Remboursements de prêts par des particuliers	0,0	0,0	0,0	
	349	Autres remboursements de prêts	0,0	0,0	7,6	
	39	Autres comptes à recevoir (Reste à recouvrer)	192,9	90,5	240,3	
	4	CHARGES DE FINANCEMENT	2 042,1	1 356,3	6 536,6	
	40	SOLDE BUDGETAIRE NEGATIF	0,0			

41	REMBOURSEMENTS DU CAPITAL DES EMPRUNTS	2 042,1	1 066,5	4 540,8
411	Remboursement du capital des emprunts Intérieurs	1 330,1	701,2	3 949,9
	<i>dt Banque Centrale</i>	327,0	306,6	1 127,6
412	Remboursement du capital des emprunts Extérieurs	712,0	365,3	590,9
42	RETRAITS SUR LES COMPTES DES CORRESPONDANTS DU TRESOR		0,0	0,0
43	PRETS ACCORDES	0,0	0,0	0,0
431	Prêts accordés à des Collectivités locales		0,0	0,0
432	Prêts accordés à des Etablissements publics administratifs (EPA)		0,0	0,0
433	Prêts accordés à des entreprises		0,0	0,0
434	Prêts accordés à des particuliers		0,0	0,0
439	Autres prêts et avances accordés		0,0	0,0
49	Autres comptes à payer (Restes à payer)		289,8	1 995,8
	Vérification verticale: Différence entre capacité/besoin de financement et financement (1-2-25=3-4-252=0)	0,0	0,0	0,0
	Solde de base	903,02	1 386,70	998,90
	Solde de base % PIB	0,8%	1,3%	0,8%
	PIB	109 691,0	109 691,0	122 055,0
	Taux de change USD	9 270,5	9 815,0	9 815,0